



# LE DEVOIR

Vol. C N° 302

LE VENDREDI 8 JANVIER 2010

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

DÉCÈS DE PHILIPPE SÉGUIN

## Le plus souverainiste des Français est mort

La France perd un homme libre, le Québec, un ami

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Les Français se sont réveillés hier en apprenant le décès inattendu de celui qui fut pendant 30 ans l'une des personnalités phares de la politique française et l'un des meilleurs amis du Québec. L'ancien ministre et président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin a été terrassé dans la nuit par un infarctus à son domicile. «*La France perd l'un de ses plus grands serviteurs et l'une de ses plus belles voix politiques, une voix tonitruante, profonde, toujours féconde, une voix parfois aussi tourmentée*», a aussitôt déclaré son ancien camarade, le premier ministre François Fillon. Rarement hommage aura été aussi unanime dans le monde politique français, à droite comme à gauche.

A 66 ans, cet orphelin né à Tunis et fin connaisseur du Québec laisse le souvenir d'une personnalité hors du commun qui n'a jamais craint de déranger les établissements politiques. En retrait de la politique active depuis quelques années, il occupait depuis 2004 la présidence de la Cour

VOIR PAGE A 10: SÉGUIN

LA MARQUE OBAMA



TIMOTHY A. CLARY AGENCE FRANCE-PRESSE

Obama, une marque que plusieurs souhaitent exploiter. Le «manteau Obama» a vertement déplu à la Maison-Blanche, qui souhaite que la compagnie décroche son enseigne géante installée mercredi à Times Square. L'administration américaine a vivement réagi à l'utilisation par la compagnie Weatherproof d'une photographie de l'Associated Press montrant le président visitant la grande muraille de Chine, vêtu de ce qui semble être une de leurs créations. Mais c'est sans la protection d'un imperméable que le président a endossé les critiques relatives à l'attentat raté du 25 décembre et reconnu sa responsabilité. Les détails en page B 9.

## Marie-Christine vous dira tout sur *Le Devoir*

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Comment imaginez-vous un expert *ès Devoir*? Assez âgé pour avoir serré la main de son fondateur Henri Bourassa et abonné depuis 1945? Professeur d'une université montréalaise, féru de politique et participant assidu de la page Idées? Enseignante de 32 printemps élevant des moutons — et quelques ânes — dans le Bas-

Saint-Laurent, entre deux classes de littérature?

Si votre intuition penche du côté de cette dernière combinaison inusitée, vous passez à la prochaine étape! Elle lit *Le Devoir* depuis l'époque du référendum de 1995, mais Marie-Christine Lalande devra montrer une maîtrise presque parfaite des 100 années d'existence du journal pour gagner la

VOIR PAGE A 10: DEVOIR



YAN DOUBLET LE DEVOIR

Marie-Christine Lalande devra montrer une maîtrise presque parfaite des cent années d'existence du *Devoir* pour gagner la joute à *Tous pour un*, dimanche soir, sur les ondes de Radio-Canada.

## Oui au hidjab, mais sans écusson

Le voile ne fait pas partie d'un uniforme s'il n'arbore pas les armoiries de l'école, estime la Commission des droits de la personne

ROBERT DUTRISAC

Québec — La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) juge qu'un signe religieux comme le hidjab ne doit pas faire partie officiellement de l'uniforme scolaire. En revanche, l'organisme trouve parfaitement acceptable qu'une école oblige ses élèves à porter un hidjab d'une couleur et d'un tissu particuliers afin qu'il se confonde avec l'uniforme. L'école peut ainsi faire indirectement ce qu'elle ne peut pas faire directement.

Dans sa réponse à une lettre que lui a fait parvenir la présidente du Conseil du statut de la femme (CSF), Christiane Pelchat, au sujet de l'école Marguerite-De Lajemmerais, le président de la CDPDJ, Gaétan Cousineau, signale que la Commission «*n'a jamais établi que pour satisfaire à son obligation d'accommodement raisonnable, une école devait intégrer le hidjab dans les pièces de vêtements qui peuvent constituer l'uniforme scolaire*».

VOIR PAGE A 10: HIDJAB

## Radio-Canada pourra contrôler votre lave-vaisselle

FABIEN DEGLISE

La révolution électrique est en marche et c'est par les ondes de la radio d'État qu'elle risque de se jouer. CBC/Radio-Canada va en effet annoncer dans les prochains jours sa participation à la mise en place d'un vaste réseau de distribution électrique dit intelligent partout au pays, a appris *Le Devoir*. Ce réseau vise à optimiser la consommation d'énergie des ménages en exploitant la bande FM de la société d'État pour le contrôle à distance d'appareils électriques.

Science-fiction? Loin de là, résume Jean-Sébastien Beaucage, un consultant montréalais spécialiste de cette technologie qui allie réseau électrique et radiofréquence. «*Plusieurs compagnies électriques canadiennes cherchent à déployer ce genre de réseaux, dit-il, et ce, pour permettre une meilleure gestion de la demande énergétique*».

Selon un document de travail, dont *Le Devoir* a obtenu copie, CBC/Radio-Canada planche sérieusement sur la création d'un tel réseau en partenariat avec l'entreprise ontarienne e-Radio, un fabricant de récepteurs FM nouveau genre qui permettent l'activation à distance de matériel électrique. Connue sous le nom de «Smartgrid»,

VOIR PAGE A 10: RADIO-CANADA



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ÉCONOMIE

## Shell ferme sa raffinerie de Montréal-Est

À lire en page A 7

ZEITGEIST

## Josée Blanchette renouvelle sa chronique

À lire en page B 10

INDEX

02	Annances..... A 4	Monde..... B 9
	Avis publics... B 6	Mots croisés... B 7
	Cinéma..... B 3	Nature..... B 8
	Décès..... A 4	Resto..... B 7
	Éditorial..... A 8	Sudoku..... B 6
	Idées..... A 9	Télévision..... B 4
	Météo..... B 7	Week-end..... B 1

**LE DEVOIR**  
100 ANS  
Le Devoir libre de penser  
100 ans de regards sur l'information

**PORTES OUVERTES LES 100 ANS DU DEVOIR**  
Lecteurs, amis, anciens du *Devoir*  
Venez rencontrer les artisans de votre journal  
Dimanche **10 janvier** de 10 h à 13 h  
au **Marché Bonsecours**  
Activité gratuite

## ACTUALITÉS

## Avortement et cancer Un député conservateur dénonce un prétendu camouflage

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le député conservateur Maurice Vellacott accuse les médias et les sociétés du cancer de s'adonner à une immense entreprise de camouflage en taisant le lien qui existerait entre avortement et cancer du sein. Ce soldat de Stephen Harper, farouche pro-vie, estime que les femmes «ont le droit de savoir».

Dans un communiqué de presse qu'il a diffusé hier, M. Vellacott dit croire «qu'un jour, le camouflage des médias et des sociétés du cancer à propos du lien entre avortement et cancer du sein sera démasqué et la vérité verra le jour». «On ne rend vraiment pas service aux femmes lorsque les médias et les professionnels de la santé font délibérément fi des preuves et nient cette dérangeante vérité.»

La vérité, selon le mouvement pro-vie, est que l'interruption volontaire d'une grossesse augmente les risques de la femme de développer plus tard un cancer du sein. S'appuyant sur des recherches contestées par le milieu scientifique, les opposants à l'avortement chiffrent l'augmentation du risque à 40 %.

### En vérité

La preuve scientifique, elle, est tout autre. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) soutient que «l'avortement n'augmente pas les risques de cancer du sein». L'OMS est arrivée à cette conclusion au terme d'un atelier tenu en 2003 d'une centaine d'experts mondiaux ayant passé en revue la littérature scientifique sur le sujet. La Société canadienne du cancer partage l'avis de l'OMS, tout comme l'American Cancer Society.

«La question de l'avortement génère des points de vue passionnés chez bien des gens, indique cette dernière sur son site Internet. Le cancer du sein est le cancer le plus commun et le cancer le plus mortel pour les femmes après celui du poumon. Malgré tout, le public n'est pas bien servi par de fausses alarmes.»

M. Vellacott, un député de la Saskatchewan, a cru bon de relayer dans son communiqué celui de la Coalition ABC (Abortion/Breast Cancer), le groupe qui milite aux États-Unis pour que le «lien» entre avortement et cancer soit obligatoirement divulgué aux femmes désirant se faire avorter. Il n'a pas été possible de parler à M. Vellacott hier.

Le Devoir

## ÉDUCATION

## Les écoles anglophones tentent d'attirer la clientèle francophile

La CSEM vante la qualité de l'enseignement du français dans ses classes



ARCHIVES AFP

Devant sa baisse de clientèle, la commission scolaire English-Montréal a décidé de lancer une offensive médiatique pour recruter, conformément à la loi 101, les élèves admissibles à fréquenter leurs écoles anglaises, mais qui lorgnent le secteur francophone. Son message? La qualité de l'enseignement de la langue française est aussi bonne qu'ailleurs.

LISA-MARIE GERVAIS

Pour pallier son sérieux problème de recrutement, la commission scolaire English-Montréal (CSEM) courtisera massivement les élèves qui fréquentent les écoles francophones ou qui s'apprennent à le faire pour les «rapatrier» dans son giron. C'est le but avoué de sa campagne médiatique lancée hier, dont le fer de lance est une vidéo faisant la promotion de la qualité du français enseigné dans les écoles de la CSEM. Le petit film sera envoyé aux médias et diffusé sur YouTube. «On a une qualité de français qui est assez élevée et c'est à l'avantage de ces jeunes-là de venir dans nos écoles. Ils apprendront aussi bien le français que l'anglais et ce sera une richesse dans le futur», a dit Angela Mancini, présidente de la CSEM.

Selon Mme Mancini, les écoles de sa commission scolaire perdent au total quelque 900 élèves par année. À la grandeur de la province, près de 14 000 élèves qui étaient admissibles aux écoles anglophones du Québec en fréquentaient des écoles du réseau francophone en 2007-08. D'où cette opération séduction pour «rapatrier» les élèves admissibles qui étudient présente-

ment dans la langue de Molière. «Depuis les dix dernières années, on vit des baisses d'élèves et des fermetures d'écoles. [...] C'a un effet sur notre réseau et notre présence dans la communauté. Un parent va peut-être décider d'envoyer son enfant dans une école francophone à défaut d'en avoir une anglophone dans son secteur, a expliqué Mme Mancini. C'est un réseau qui est en train de saigner et il faut le rétablir.»

**L'opération  
charme vise  
à contrer  
la baisse  
de clientèle  
du réseau  
scolaire  
anglophone**

À qui la faute? La baisse de clientèle, en grande partie due au déséquilibre démographique, touche toutes les écoles sans égard à la langue, reconnaît-elle. «Mais les lois sur la langue font mal aussi», ajoute-t-elle en faisant allusion à la loi 104.

«Quand la loi [104] est passée, on a perdu 400 ou 500 élèves dans nos écoles. On souhaiterait que le gouvernement ne rende pas la loi encore plus stricte que ce qu'elle était au début», a indiqué Mme Mancini.

Dans d'autres commissions scolaires anglophones, on mise également sur l'enseignement de la langue de Molière pour pallier le manque d'élèves. «On a mené une consultation auprès des parents et des élèves et on nous a demandé d'améliorer les pro-

grammes de français», a indiqué Marcus Tabachnik, président de la commission scolaire Lester B. Pearson. L'immersion française est désormais offerte en maternelle, première et deuxième année dans la moitié des écoles et la commission scolaire prévoit l'étendre jusqu'en 4<sup>e</sup> année.

### Réactions

Le porte-parole du Mouvement Montréal français voit d'un mauvais œil cette campagne publicitaire visant à attirer des enfants dans le giron anglophone. «En allant piger du côté francophone, c'est sûr qu'on affaiblit le réseau», a-t-il soutenu. Pour lui, les écoles ont une mission d'intégration à la société d'accueil et non à la minorité linguistique.

Pour la présidente de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, Debbie Horrocks, il ne s'agit pas d'«enlever» des francophones du réseau, car la campagne ne vise que les élèves qui ont un certificat d'admissibilité. «Mais c'est important que tout le monde sache que les commissions scolaires anglophones enseignent une bonne qualité de français. On veut que les jeunes qui graduate de nos écoles soient capables de vivre et de travailler au Québec», a-t-elle noté.

La Fédération des commissions scolaires du Québec croit cette campagne «légitime», pourvu qu'elle ne dénigre pas l'enseignement des écoles francophones. Même son de cloche à la Commission scolaire de Montréal (CSDM), où l'on a émis le souhait que cette campagne se fasse dans le respect de la loi 101.

Le Devoir

### Crise de la listériose

## Les petits fromagers acceptent l'indemnisation de Québec

L'association représentant les artisans dénonce l'intervention directe du gouvernement

FABIEN DEGLISE

Après le refus, la réplique. Le ministre de l'Agriculture, Claude Béchar, a décidé de couper l'herbe sous le pied de l'Association des fromagers artisans du Québec (AFAQ) pour soumettre, de manière individuelle à chaque producteur, son offre finale d'indemnisation pour les préjudices subis lors de la crise de la listériose l'été dernier. Parmi eux, 85 % auraient d'ailleurs accepté cette aide pourtant rejetée par l'AFAQ en décembre dernier.

«C'est le désarroi des fromagers qui leur a fait accepter cette offre, a indiqué hier au Devoir Louis Arsenaault, président du regroupement. Rien de plus. En procédant de la sorte, le ministère a cherché à discréditer notre association. Mais même s'il ne veut pas nous reconnaître, il ne va pas nous empêcher de nous exprimer et surtout de revendiquer un dédommagement plus important pour les fromagers victimes de la crise [de la listériose].»

Hier, le cabinet du ministre a confirmé qu'au terme d'une consultation téléphonique me-

née en décembre dernier, 51 des 60 fromagers artisans ont accepté l'offre finale de Québec. «Seize demandes ont même été déposées et ces producteurs sont admissibles à l'aide maximale de 25 000 \$ que nous avions présentée», a indiqué Pascal D'Astous, porte-parole de l'élu.

En substance, cette indemnisation s'inscrit dans le cadre du programme existant d'aide à la transformation alimentaire, que le ministère a décidé de bonifier pour les fromagers artisans dont les ventes ont chuté dans l'après-crise sani-

taire induite par la découverte de la bactérie *Listeria monocytogenes* dans des fromages. Québec s'engage à rembourser les dépenses d'amélioration de leurs unités de production engagées avant et après la crise, et ce, jusqu'à concurrence de 25 000 \$. Les fromageries Blackburn et de l'île aux Grues, plus durement touchées, recevront le double de ce montant.

À la fin de l'an dernier, l'AFAQ a rejeté du revers de la main cette proposition, la qualifiant d'insultante puisqu'elle forçait les producteurs à dépenser

de l'argent en rénovation pour obtenir de l'aide. Depuis 2008, le regroupement estime à 7,5 millions de dollars les pertes subies par les petites fromageries en raison de la crise de la listériose et de sa mauvaise gestion par Québec. Il réclame une somme équivalente en guise de dédommagement, soit 5,25 millions de plus que le montant maximal de 2,25 millions que pourraient récupérer les 90 fromageries artisanales du Québec dans le cadre de cette offre finale.

Le Devoir

## EN BREF

### Tory n'entre pas dans la course

Toronto — L'ancien chef du Parti conservateur de l'Ontario

John Tory a décidé de ne pas briguer la mairie de Toronto. M. Tory, qui anime une émission de radio depuis qu'il a quitté la scène politique provinciale le printemps dernier, en a fait l'annonce hier. Un de ses proches a ensuite précisé, sous le couvert de l'anonymat, qu'il ne se relancerait probablement jamais en politique. Les sondages indiquaient pourtant que M. Tory serait entré dans la course avec une nette longueur d'avance face à l'ancien vice-premier ministre de la province George Smitherman, qui a quitté son siège de député dimanche dernier et qui doit bientôt annoncer sa candidature à la mairie. M. Tory aurait pu compter sur l'appui d'une vingtaine de conseillers municipaux, contre un seul pour M. Smitherman. M. Tory a quitté la direction du Parti conservateur de l'Ontario le printemps dernier, dans la foulée d'une défaite humiliante lors d'une élection complémentaire. Il songeait sérieusement à un nouvel affrontement contre David Miller, qui l'avait défait lors des dernières élections à la mairie en 2003. — La Presse canadienne

### Règlement prochain

Ottawa — Les deux terrains fédéraux sur lesquels est sise l'Assemblée nationale seront cédés à Québec au plus tard d'ici cinq mois, promet Ottawa. «C'est un processus administratif qui suit son cours», a indiqué Rebecca Salses, la porte-parole de la ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Josée Verner. «Le tout devrait être complété selon l'échéancier fixé, soit entre mars et juin 2010.» Québec veut récupérer les terrains sur lesquels se trouve le siège de son parlement, ainsi que la nouvelle fontaine de Tourny, donnée par la famille Simons. Le 24 juin dernier, le premier ministre Stephen Harper en a fait la promesse alors qu'il était de passage à Québec, mais les discussions se poursuivent depuis sans progrès apparent. Québec s'est notamment montré plus gourmand en exigeant après coup le transfert de terrains supplémentaires longeant les fortifications devant la colline parlementaire. Ottawa s'y refuse. «Le processus en cours est celui pour les deux terrains», insiste Mme Salses. — Le Devoir

# 50%

d'escompte sur toute nos montures à l'achat de verres (excepté Mikli).  
Du 2 au 31 janvier 2010. Boutique Saint-Denis ouverte les dimanches de janvier.

Un regard d'exception

**VARILUX® IPSEO®**  
NEW EDITION



GEORGES LAOUN OPTICIEN

4012, rue Saint-Denis, Coin Duluth 514-844-1919

1368, rue Sherbrooke Ouest, (édifice du Musée des beaux-arts) 514-985-0015

## SOLDES

HIVER  
2009

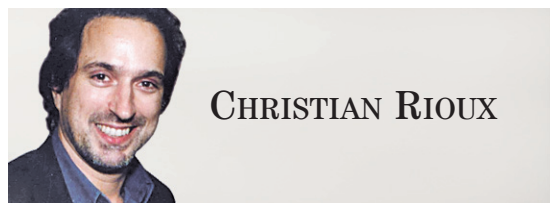
30% à 70%



vêtements de maternité  
à 50% de rabais

1007, RUE LAURIER  
OUEST, OUTREMONT  
TÉL.: (514) 274-2442

## ACTUALITÉS

Camus  
essentiel

CHRISTIAN RIOUX

Par un curieux hasard, je relisais cette semaine les mots prononcés par René Lévesque en octobre 1970. «*Ceux qui, froidement et délibérément, ont exécuté M. Laporte, après l'avoir vu vivre et espérer pendant tant de jours, [...] ont importé ici, dans une société qui ne le justifie absolument pas, un fanatisme glacial et des méthodes de chantage à l'assassinat qui sont celles d'une jungle sans issue. [...] S'ils ont vraiment cru avoir une cause, ils l'ont tuée en même temps que Pierre Laporte.*»

Les hasards de la lecture sont impénétrables. Soudainement, ces mots me sont apparus comme la traduction politique de ceux prononcés soixante ans plus tôt par un autre homme dans un autre contexte. Les voici: «*Chaque fois qu'un opprimé prend les armes contre l'injustice, il est obligé malgré lui d'entrer dans l'univers de l'injustice.*»

Nul doute que Lévesque avait lu et médité l'auteur de cette phrase et que, sans cela, il n'aurait jamais pu restaurer dans toute sa noblesse véritable, comme il le fit en 1970, l'idéal de l'indépendance du Québec. Cet auteur, c'était Albert Camus. Lorsque je relis Lévesque, j'ai presque l'impression d'entendre Camus. Comme l'auteur de *L'Étranger*, Lévesque avait pris le parti des opprimés. Comme Camus il combattait l'arbitraire des puissants, ici celui de Trudeau et de sa Loi des mesures de guerre. Mais, comme Camus, il le fit avec une conscience aiguë des limites de l'action politique, fût-elle au service d'une cause juste. Le doute qui s'exprimait chez Lévesque jusque dans ses intonations n'est d'ailleurs pas sans rappeler Camus.

Je ne vois pas d'exemple plus percutant pour saisir l'actualité d'un écrivain dont on souligne cette semaine le 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort. En cette époque où le terrorisme est devenu un événement quotidien et où la liberté est une marque de yogourt, disait Falardeau, il y a peu d'écrivains plus actuels. Il faudrait en obliger la lecture à tous ceux qui rêvent encore d'idéologie ou qui se cherchent chez les immigrants ou ailleurs une nouvelle classe ouvrière rédemptrice. La leçon vaut à droite comme à gauche. La semaine dernière, je lisais dans *La Presse* que la démocratie en Chine «*finira fatalement par arriver*». Rien que ça! Camus a pourtant tout dit sur le «*sens de l'histoire*», cette baliverne marxiste aujourd'hui ressuscitée par les néolibéraux.

Certains déploreront une commémoration un peu factice. Je ne peux pourtant que me réjouir en voyant le visage d'un tel homme à la une des magazines. Son célèbre mégot reproduit sur les affiches de tous les kiosques à journaux parisiens apparaît comme un défi à la rectitude politique de l'époque. Et puis, je me dis qu'il y a quelque part, dans Hochelaga-Maisonneuve ou à Dakar, un enfant de 15 ans qui croisera ce regard et qui se mettra à lire.

On aurait tort de cantonner Camus dans les chapelles littéraires. Il est d'ailleurs bien plus populaire que ces auteurs que l'on dit appartenir à la littérature populaire. Son chef-d'œuvre *L'Étranger* est le livre de poche le plus vendu dans la francophonie, avec 6,7 millions d'exemplaires, devant *Le Petit Prince* de Saint-Exupéry. Il s'en est vendu quatre millions d'exemplaires au Japon seulement. Même George W. Bush disait l'avoir lu. Voilà qui devrait clore le bec à ceux qui décrètent la mort de la culture française. Car, au fond, Camus est plus vivant que bien des auteurs actuels.

S'il fallait lire un seul livre de Camus, c'est peut-être *Noces* qu'il faudrait choisir. Pour la communion avec la mer, le soleil et la vie. Et pour ces dieux qui «*parlent dans le soleil et l'odeur des absinthes*». C'est cet amour de l'humanité qui a préservé Camus des idéologies totalitaires de droite et de gauche.

À la radio, on se chamaillait cette semaine, au Québec comme en France, pour savoir si Camus devait être admis chez les philosophes. Ces derniers n'ont jamais goûté son écriture simple et limpide, inspirée du meilleur journalisme, qu'il a longtemps pratiqué. Un exemple face aux proses pédantes et académiques qu'encouragent tant de nos universités et même certaines gazettes.

Et puis, Camus est un auteur de la francophonie avant la lettre. Cet Algérien dans l'âme, qui fit des reportages sur la misère en Kabylie, n'a jamais renié sa terre. C'est là qu'il a puisé sa première identité. Sa première compréhension du monde. Sa seule grande erreur politique fut probablement de ne pas avoir choisi à temps l'indépendance de l'Algérie. Par fidélité à sa mère analphabète, disait-il.

Finalement, comment oublier que Camus, né dans les faubourgs d'Alger, fut un pur produit de l'école publique? Pas d'une école qui cède aux modes pour parler de l'actualité et du «*vécu*» des élèves, mais qui essaie d'assumer tant bien que mal, avec toutes les difficultés que cela représente, son rôle de transmission de ce que l'on nomme si justement les humanités.

Le philosophe Alain Finkielkraut vient d'ailleurs de proposer qu'au lieu de transférer les cendres de Camus au Panthéon, on y envoie celles de l'homme qui lui avait ouvert les portes du savoir: son instituteur Louis Germain, à qui il dédia son prix Nobel. Quelle idée formidable!

crioux@ledevoir.com



SOURCE BOMBARDIER

Le cockpit d'un appareil Challenger tel que celui qu'utilisent, parfois de manière abusive, les ministres du gouvernement Harper.

Enquête de TVA

Des ministres conservateurs  
abusent de la limousine à réaction

Des membres du cabinet Harper préfèrent se déplacer en Challenger plutôt que d'utiliser les vols commerciaux, pourtant moins coûteux

**Les ministres du gouvernement Harper utilisent régulièrement les luxueux avions de type Challenger de manière abusive, ce qui occasionne des coûts inutiles pour les contribuables. Une enquête du réseau TVA montre que ces voyages injustifiés ont coûté 236 000 \$ durant les 30 premiers mois du règne conservateur à Ottawa.**

ALEC CASTONGUAY

Les révélations de TVA hier soir montrent que les ministres conservateurs voyagent régulièrement à bord des coûteux Challenger du gouvernement, alors qu'ils devraient plutôt être assis dans un avion commercial d'Air Canada, de West-Jet, de Porter Airlines ou d'une autre compagnie aérienne. Les lignes directrices du Conseil du Trésor exigent qu'un ministre utilise les vols commerciaux, beaucoup moins chers, dès que c'est possible. Or ce n'est pas le cas.

Les ministres conservateurs utilisent abusivement les Challenger au même rythme que le gouvernement libéral précédent. Le 4 octobre 2005, après une longue enquête sur l'utilisation des quatre avions de type Challenger du gouvernement, *Le Devoir* avait révélé les abus des gouvernements libéraux de Jean Chrétien et Paul Martin.

Le réseau TVA, grâce à des documents obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information,

a utilisé les mêmes critères que l'enquête du *Devoir* pour mesurer le comportement du gouvernement Harper entre janvier 2006 et juin 2008. Or il s'avère que la proportion d'utilisation abusive est la même.

Ainsi, 31 des 72 voyages (43 %) effectués par les ministres conservateurs dans les Challenger durant cette période sont douteux, puisque les ministres avaient clairement l'option de prendre des vols commerciaux sur les lignes aériennes. Facture: 236 000 \$. Certains ministres ont même voyagé seuls à bord du Challenger. Or une heure de vol à bord du Challenger coûte environ 2100 \$ au gouvernement (coûts variables en fonction du prix de l'essence).

Par exemple, le 9 mai 2008, le ministre de l'Environnement, Jim Prentice, a pris le Challenger pour faire un aller-retour Ottawa-Montréal, même si les deux villes sont seulement à deux heures de route. Coût: 3634 \$.

Le ministre Prentice a fait de même pour un déplacement Ottawa-Toronto le 26 juin 2006. Il était seul dans le Challenger. Le vol a coûté 3794 \$ au gouvernement.

Le ministre des Finances, Jim Flaherty, est un autre habitué du Challenger. Le 31 octobre 2006, il a pris ce luxueux avion pour faire un déplacement entre Ottawa et Toronto. Facture: 3571 \$. Même scénario le 19 mars 2007, pour un coût de 4241 \$.

Rappelons que des vols Ottawa-Toronto ou Ottawa-Montréal ont lieu toutes les heures, à un coût (aller-retour) qui oscille entre 300 et 600 \$.

En tout, 15 ministres différents se partagent les 72 voyages ministériels à bord des Challenger.

En cas d'urgence seulement

Ironiquement, après l'enquête du *Devoir* sur les libéraux en 2005, le député conservateur Jason Kenney, aujourd'hui ministre, avait dit: «*L'utilisation à mauvais escient des Challenger, c'est un symbole de la culture d'arrogance du gouvernement libéral.*»

Les lignes directrices du Conseil du trésor précisent que les ministres peuvent utiliser les Challenger en cas d'urgence seulement. On peut lire: «*Lorsque le vol est à destination d'un endroit qui n'est pas desservi par les lignes commerciales; lorsqu'il n'y a pas de places à bord d'un avion commercial; ou lorsque, à cause de difficultés avec les trajets ou les horaires, on peut économiser un temps précieux en utilisant un avion d'affaires au lieu d'un avion commercial.*» Visiblement, les ministres utilisent abondamment le critère du «*temps précieux*» pour justifier l'utilisation des avions.

Contrairement aux ministres, la gouverneure générale et le premier ministre sont tenus, pour des raisons de sécurité, d'utiliser les Challenger pour tous leurs déplacements. Pendant les 30 mois de l'étude, Michaëlle Jean a utilisé les Challenger à 107 reprises, alors que le premier ministre Harper l'a fait 93 fois.

Le Devoir

Prorogation de la session

## The Economist condamne Harper

«Les gestes de M. Harper donnent l'impression qu'il ne pense qu'à ses propres intérêts»

GUILLAUME BOURGUAULT-CÔTÉ

Ottawa — Le Canada n'est plus «cool». Après avoir encensé le pays dans le passé, le prestigieux magazine *The Economist* a mené une charge hier contre le premier ministre Harper pour sa décision de proroger la session parlementaire. Un savon de la part d'un hebdomadaire pourtant réputé être conservateur.

Dans son dernier numéro, le magazine tiré à 1,4 million d'exemplaires et lu partout dans le monde consacre un article et un éditorial à la mise en veilleuse du Parlement jusqu'au mois de mars. Coiffé d'un titre-jeu de mots («*Harper goes prorogue*» — «*rogue*» réfère à une attitude rebelle où quelqu'un n'en fait qu'à sa tête), l'éditorial est virulent et accuse le premier ministre de faire un accroc à la démocratie.

On compare d'abord les ministres canadiens à l'ancien président américain Gerald Ford, dont les détracteurs disaient qu'il ne pouvait pas marcher et mâcher de la gomme en même temps. Au Canada, il semble donc que le gouvernement ne peut «*gérer les problèmes économiques, les discussions au Parlement et le défi de tenir des Jeux olympiques*» au même moment, écrit *The Economist*.

Avec ironie, le magazine souligne que le gouvernement ne voulait probablement pas que les traditionnelles luttes politiques qui animent le Parlement détournent l'attention des Canadiens des vrais enjeux: la descente en bobsleigh, le sla-



Stephen Harper

ARCHIVES REUTERS

lom géant ou une ronde de curling.

Plus sérieusement, l'hebdomadaire trouve injustifié le fait de couper court au débat parlementaire alors que le menu législatif du gouvernement est loin d'être complété.

«*Peu importe ce que ses conseillers diront, les gestes de M. Harper donnent l'impression qu'il ne pense qu'à ses propres intérêts*», relève *The Economist*. La décision du premier ministre sert surtout à éviter d'autres débats devant le sort des détenus afghans et «*l'absence de politiques pour réduire les abondantes émissions de gaz à effet de serre*» du pays, écrit-on.

*The Economist* fait le portrait d'un «*habile tacticien qui a une impitoyable propension [au contrô-*

le]: il empêche la plupart de ses ministres de parler aux médias; il a muselé des chiens de garde indépendants; il a relégué aux oubliettes ses promesses de rendre le gouvernement plus transparent et responsable. Voilà maintenant qu'il assujettit le Parlement à ses caprices de premier ministre.

M. Harper a «*peut-être raison quand il dit que les Canadiens sont plus préoccupés par la luge que par la législature*, ajoute-t-on. Mais cela est vrai quand le gouvernement est entre bonnes mains. Les Canadiens pourraient bientôt conclure que ce n'est pas le cas.

L'autre article relève que le premier ministre a choisi d'annoncer sa décision le 30 décembre, le jour même où cinq Canadiens ont péri en Afghanistan et où on annonçait la composition de l'équipe olympique de hockey.

Cette critique survient alors qu'un sondage réalisé par Angus Reid et dévoilé hier indique que 46 % des électeurs qui ont voté conservateur lors de la dernière élection désapprouvent la prorogation. Au total, 53 % des sondés sont en désaccord avec la décision, contre 19 % qui l'appuient.

Un sondage EKOS également dévoilé hier montre que le niveau de soutien des conservateurs a aussi baissé de trois points en janvier, pour s'établir à 33 %. Il s'agit du pire résultat des conservateurs en six mois, relève le président de la firme de sondage.

Le Devoir

## ACTUALITÉS

## Cancer colorectal

## Un programme de dépistage permettrait de sauver bien des vies

Les Canadiens sont encore trop peu nombreux à subir un examen biennuel

PAULINE GRAVEL

Au-delà de 90 % des Canadiens âgés de 50 à 74 ans savent qu'un dépistage précoce du cancer du côlon augmente significativement les chances de survie compte tenu de l'efficacité des traitements dont on dispose aujourd'hui. Pourtant, ce n'est qu'environ 40 % d'entre eux qui ont subi un test de dépistage au cours des dernières années. Un programme de dépistage systématique de ce cancer à partir de 50 ans apparaît donc comme nécessaire pour diminuer la mortalité par ce cancer, qui demeure au deuxième rang des grands tueurs parmi tous les cancers.

En 2009, on a diagnostiqué un cancer colorectal (ou du côlon) chez 5800 Québécois, et quelque 2600 en sont morts. On estime qu'il serait possible de réduire de 17 % le nombre de décès par ce cancer si 70 % des Canadiens de 50 à 74 ans passaient tous les deux ans un simple test de dépistage consistant à rechercher des traces de sang dans les selles.

La recherche de sang occulte dans les selles vise à déceler la présence de polypes précancéreux, ces excroissances bénignes qui se développent sur la paroi interne du côlon ou du rectum, et qui ont souvent tendance à saigner. «En enlevant ces polypes précancéreux ou qui risquent de le devenir, on prévient le développement et la dissémination de nombreux cancers», explique le Dr Gilles Pineau, conseiller scientifique pour la Société canadienne du cancer, qui précise qu'un tel dépistage précoce est associé à un taux de guérison de 95 %. Dans le cadre d'un programme de dépistage, les personnes dont les selles se seraient révélées positives à la suite de l'application d'un révélateur — car «le sang est caché et ne se présente pas sous la forme de gouttes qui tombent dans les toilettes — seront invitées à venir passer une coloscopie», qui permet d'examiner l'intérieur du côlon au moyen d'un mince tube flexible muni d'une lumière et d'une caméra vidéo.

Le dépistage du cancer colorectal ne vise pas spécifiquement les personnes qui ont des antécédents familiaux, car

près de 80 % des personnes qui en sont atteintes n'en ont aucun. On soupçonne toutefois divers facteurs d'accroître le risque de souffrir de cette maladie, comme la présence de polypes dans l'intestin, une maladie inflammatoire touchant le tube digestif (colite ulcéreuse ou maladie de Crohn), une grande consommation de viande rouge et d'alcool, le tabagisme, l'obésité et l'inactivité physique.

«La société canadienne du cancer ne réclame pas ce genre de programme pour tous les cancers, car il y a aussi des inconvénients: des complications, par exemple, peuvent parfois survenir lors d'une coloscopie. Mais devant la possibilité de sauver 17 % de 2600 personnes, ça vaut la peine», fait valoir le Dr Pineau, qui souligne les démarches entreprises en ce sens dans la plupart des autres provinces canadiennes.

Il rappelle qu'en novembre 2007, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, avait inclus un programme de dépistage du cancer colorectal chez les Québécois de 50 à 74 ans dans les Orientations prioritaires 2007-2012 du programme québécois de lutte contre le cancer du ministère. Karine White, de la direction des communications du ministère, le confirme et ajoute que, dans la foulée, «l'Institut national de santé publique du Québec [INSPQ] a émis un avis favorable à l'implantation d'un tel programme, à la condition de mettre sur pied un nombre limité de projets de démonstration qui permettraient d'apprécier sa faisabilité. En 2008, le ministère a lancé cinq cliniques d'accès à la coloscopie dans le but d'évaluer les délais d'accès que susciterait l'augmentation du nombre de ces examens lors du déploiement d'un programme de dépistage à l'échelle de la province. Ces clichés nous ont indiqué les stratégies que nous devrions adopter dans nos projets de démonstration qui débuteront en 2010. Ces derniers permettront de préciser notamment les coûts, de même que les modalités cliniques et organisationnelles qu'impliquerait la mise en place d'un programme de dépistage national», précise-t-elle.

Le Devoir

## L'impasse persiste à Longueuil

L'opposition refuse le premier budget de Caroline St-Hilaire

L'impasse persiste à Longueuil où la mairesse minoritaire, Caroline St-Hilaire, tente de faire adopter un budget prévoyant des hausses de taxes de 9,6 %. Au cœur du litige: les décisions de l'ancienne administration du maire Claude Gladu de repousser à plus tard le paiement de certaines dépenses.

JEANNE CORRIVEAU

La mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, et les membres de l'opposition sont restés campés sur leurs positions hier après-midi lors de la séance publique de la Commission des finances sur le budget 2010 de la Ville. Pour Mme St-Hilaire, il ne saurait être question de continuer à «pêler par en avant» les dépenses alors qu'aux yeux de l'opposition, rien ne justifie l'ampleur des hausses de taxes que la mairesse veut imposer aux contribuables. Malgré tout, les deux parties ont promis de poursuivre leurs discussions.

La réunion des membres de la Commission des finances, qui regroupe des représentants des deux formations politiques, faisait suite au rejet, le 22 décembre dernier, du budget par le parti d'opposition, majoritaire au conseil municipal.

Des hausses de taxes importantes sont inévitables pour redresser la situation financière de Longueuil, a affirmé la mairesse, qui tient l'ancienne administration du Parti municipal de Longueuil (PML) pour responsable du gouffre financier de 29,2 millions de dollars auquel



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Caroline St-Hilaire

est aujourd'hui confrontée la Ville.

«Pour le chef de l'opposition, il n'y a pas de problème à pêler par en avant les dépenses parce qu'il compare ça à l'achat d'une voiture financée sur cinq ans. Or je veux lui rappeler que ce qu'on finance ici, ce n'est pas l'achat de la voiture, mais l'essence qu'on met dedans», a-t-elle expliqué.

Le report après 2009 de certains paiements de la dette, le prêt sans intérêt accordé par l'entreprise RCI Environnement relativement au contrat de gestion des matières résiduelles dans l'arrondissement du Vieux-Longueuil et les modifications au calcul des quotes-parts assumées par les villes de l'agglomération placent la Ville dans une situation financière difficile, estime Mme St-Hilaire.

«Nous n'avons plus le choix, il faut maintenant payer», a-t-elle soutenu.

La mairesse a insisté pour dire qu'il fallait immédiatement éponger la dette de 6,3 millions contractée auprès de RCI Environnement plutôt que d'étaler les paiements sur cinq ans, comme l'avait convenu l'administration précédente.

**La mairesse remet en question les décisions de l'ancienne administration**

«Notre administration ne veut plus d'aucune façon avoir les mains liées avec le fournisseur en question. C'est pourquoi nous tenons à mettre fin à cette faveur qu'il a consentie en nous octroyant un prêt de 6,3 millions de dollars sans intérêt. [...] Ce point est non négociable», a-t-elle indiqué. La mairesse s'est d'ailleurs attardée sur les relations d'affaires qu'a entretenues, au cours des deux dernières décennies, l'administration de l'ex-maire Gladu avec l'entreprise détenue par les frères Remillard.

L'opposition du PML considère plutôt qu'il n'y a que des

avantages à profiter d'un étalement pour le paiement du contrat de RCI. Le parti dirigé par Gilles Grégoire estime que cette mesure, associée à la réduction des provisions pour les nouveaux projets, permettrait de réduire à 4,1 % les hausses de taxes en 2010 pour le secteur résidentiel, au lieu du 7,9 % préconisé par la mairesse.

Au terme de la séance, M. Grégoire a dit ne pas comprendre l'entêtement de Mme St-Hilaire. «Tu ne peux pas passer à côté d'une entente comme ça. C'est illogique de payer un montant de six millions quand on peut l'étaler sur cinq ans», a-t-il fait valoir. M. Grégoire a toutefois qualifié de positive la rencontre d'hier.

De son côté, la mairesse St-Hilaire croit que des compromis sont possibles, mais chaque jour de retard dans l'adoption du budget coûte 7000 \$ aux contribuables, a-t-elle rappelé.

«Il est certain que quelqu'un devra mettre de l'eau dans son vin à un moment donné. Moi, je suis prête à en mettre et, de toute façon, je n'ai pas le choix. L'opposition est majoritaire et je vais vivre avec ça», a-t-elle dit aux journalistes.

Les parties devront poursuivre leurs discussions et d'autres séances publiques de la commission des finances auront lieu la semaine prochaine. Si jamais l'impasse persistait, l'opposition pourrait profiter de sa majorité pour imposer des amendements au budget et faire adopter celui-ci par le conseil municipal, mais cette option n'est pas envisagée pour l'instant, a-t-on indiqué dans le camp de l'opposition.

Le Devoir

## L'alerte à la grippe H1N1 est levée

L'éventualité d'une troisième vague apparaît maintenant bien hypothétique

LOUISE MAUDE RIOUX SOUCY

Québec lève l'alerte. La deuxième vague de grippe A(H1N1) est bel et bien terminée et aucune troisième vague n'apparaît à son écran radar. Revenons à la normale donc, y compris pour les femmes enceintes qui se sont prévaluées du programme Maternité sans danger pendant la pandémie.

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a tiré un bilan «très positif» de la campagne hier, saluant au passage l'«excellente organisation du réseau de la santé» et la «remarquable adhésion de la population québécoise». Au total, 57,1 % des Québécois ont été vaccinés, un taux parmi les plus hauts au monde.

Si on ajoute tous ceux qui ont

contracté la maladie, soit entre 15 et 20 % des Québécois, on arrive à une couverture dépassant les 70 %, ce qui élimine les possibilités d'une nouvelle épidémie, a expliqué hier le directeur national de la santé publique, le Dr Alain Poirier. Ce qui ne veut pas dire que la H1N1 ne continuera pas à circuler dans la communauté, a-t-il prévenu, en rappelant que plusieurs personnes luttent encore contre cette grippe dans les unités de soins intensifs. «Il y aura encore des cas sporadiques, individuels.»

Le ministre Bolduc a par ailleurs estimé que les coûts globaux de l'opération oscillent toujours autour de 200 millions de dollars. Il faudra attendre la fin de janvier pour connaître le chiffre exact, une fois que les agences auront fait leur bilan.

Chose certaine, le ministre refuse de voir dans cette entreprise quelque gaspillage que ce soit. «Nous ne pouvions pas prévoir la virulence du virus [...] nous avions le devoir de prévoir le pire.»

Le Dr Poirier, quant à lui, fait valoir que Québec n'a eu de cesse d'ajuster sa réponse en fonction de l'évolution du virus. «Toutes les mesures ont été revues à la baisse. [...] Par exemple, il n'y a pas eu de masque, pas d'interdiction de rassemblement, pas de fermetures d'école, des scénarios qui avaient tous été envisagés au départ.»

Quant aux deux millions de doses de vaccins dont le Québec n'aura finalement pas besoin, il ne faut pas les considérer «comme une perte», a dit le

Dr Poirier, mais «comme un gain pour l'aide internationale», si jamais Ottawa décidait de les offrir aux pays qui sont dans le besoin. A 8 \$ la dose, dont 3,20 \$ sont payés par Québec et le reste par Ottawa, il s'agirait d'un don avoisinant les 6,4 millions de dollars pour Québec.

Le H1N1 enfin derrière lui, Québec lancera lundi sa campagne de vaccination contre la grippe saisonnière. Le vaccin est offert gratuitement aux enfants de 6 à 23 mois et à leur entourage, aux malades chroniques et à leurs proches, aux personnes âgées de 60 ans ou plus de même qu'aux travailleurs de la santé. Les autres peuvent recevoir le vaccin à leurs frais.

Le Devoir

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel :  
petitesannonces@ledevoir.com

## AVIS DE DÉCÈS

**I • N • D • E • X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199	IMMOBILIER RÉSIDENTIEL 100 • 150 Achat-vente-échange 160 • 199 Location
200 • 299	IMMOBILIER COMMERCIAL 200 • 250 Achat-vente-échange 251 • 299 Location
300 • 399	MARCHANDISES
400 • 499	OFFRES D'EMPLOI
500 • 599	PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699	VÉHICULES

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **514-985-3322**  
Télécopieur: **514-985-3340**  
petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement : cartes de crédit

**399**  
PERDUS, TROUVÉS

Place de Jumonville chatte noire perdue avec tâches blanches museau, ventre et extrémités des pattes, récompense 514-252-0482

**410**  
BUREAU

CHERCHE SEMI-RETRAITE avec connaissance en informatique pour travail de bureau 3 jrs/sem. Salaire selon compétence. CV à bustros@videotron.ca

**420**  
SECTEUR VENTE

Recherchons des agents commerciaux. Aucune expérience requise. Véhicule préféré mais pas indispensable. S.v.p communiquer avec Jen 514-940-0546

**515**  
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?  
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables.  
10 ans d'exp. Service à domicile.  
514 573-7039 Julien

**530**  
COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL  
Avec l'auteure Sylvie Massicotte  
www.sylviemassicotte.gc.ca  
Info. / Inscriptions : 450 247-0489

**PROFESSEUR DE PIANO**  
Solège, théorie, harmonie, contrepoint, etc.  
Maîtrise UdeM 30 ans d'exp.  
5 min. métro Mont-Royal.  
514 830-2433 Marie Pelletier

Une voix libre et vibrante  
**COURS DE CHANT**  
Amateurs et pros  
514-276-8186  
Marie-Françoise Durocher

**542**  
MASSOTHÉRAPIE

Mon massage peut vous faire beaucoup de bien!  
Détente garantie! 514-943-0969

**SERVICE PERSONNEL**  
MAINS MAGIQUES.  
Meilleur massage. 450 321-0084

**AGETA**  
mei aussi  
**JE PEUX APPRENDRE**

Le droit d'apprendre depuis 1966  
ageta.qc.ca

**Nouvelle adresse**

1855, rue Du Havre  
Montréal Qc H2K 2X4  
Téléphonez dès maintenant  
514 525-1149  
Télécopieur: 514 525-7999  
necrologie@memorial.com

**Le mémoriel**  
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 10h30 à 18h30  
Par Téléphone, Télécopieur ou par courriel le:  
samedi et dimanche de 12h00 à 17h30

**160**  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC - MÉTRO CRÉMAZIE  
5 1/2 haut duplex, chauffé. Cachet, boiseries, très ensoleillé. Non fumeurs, personnes tranquilles. Entrées lav./séc. 940 \$.  
Libre février. 514 382-2703.

CDN. AVENUE RIDGEWOOD  
Grands 1 1/2 et 3 1/2, chauffé/eau chaude inclus, contactez kim  
514-710-7157

OUTREMONT - 1525 BERNARD  
Grand 5 1/2, 2e, tout compris. Meublé si désiré. Près Stanislas. Janvier: 1500\$ Gar. 514 271-4168

VILLERAY près Métro Jarry.  
Haut duplex, 5 1/2 + salle de lav. 2 c.c. Non-fumeur. Février.  
950\$ 514 387-6645

**160**  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

WESTMOUNT, AVE MELVILLE  
grands 4 1/2 et 5 1/2, chauffé/eau chaude inclus, contactez kim  
514-710-7157

**161**  
SOUS-LOCATION

Très beau 3 1/2 CENTRE-VILLE  
Idéal pers. 40 ans et + ou couple,  
670\$ tout inclus, meublé, tél,  
internet, câble. Durée 6 mois.  
Libre imm. (514) 842-3684

**164**  
CONDOMINIUMS À LOUER

GATINEAU - Port de Plaisance  
2 ch., 2 s/bains, jacuzzi, 1 400 p.c.  
8e, vue du Parlement et rivière  
Ottawa. Stat. miérier  
1600\$/ms. Libre. 204-955-5620

**170**  
HORS FRONTIÈRES EUROPE  
À LOUER

A PARIS - Marais 430 euros/sem  
Provence - Toulon 430 euros/sem  
xyzapi@yahoo.fr

PARIS XIVe près gare et métro.  
2 1/2 tout équipé, ensolleillé, calme.  
650\$/750\$/semaine.  
sedesno@videotron.ca  
514 761-6551

**176**  
CHAÛETS À LOUER

ORFORD-SUR-LE-LAC  
8 min. centre de ski  
3 c.c., 2 s.de b., foyer,  
vue panoramique. Hiver  
3900\$/saison. 514 567-2581

**190**  
GARAGES, PARKING

Stat. extérieur, 2 pas du métro H-B  
voiture moyenne, réf requises, laissez les coordonnées 514-387-0528

**STATIONNEMENTS**  
Intérieurs et extérieurs disponibles  
Proche station Berri UOAM  
et Parc Lafontaine.  
Prix défiant toute concurrence!!  
Contactez Roula 514 298-8004  
ou 514 521-6661

**307**  
LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"  
achète à domicile livres de qualité  
en tout genre. 514 914-2142  
4487 de la Roche/Mt-Royal

**AVIS**  
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

**LA SOLIDARITÉ  
NE DOIT PAS  
FAIRE FAILLITE**

**CENTRAIDE. PLUS QUE JAMAIS.**

www.centraide-mtl.org

## ACTUALITÉS

## SOLIDARITÉ POLICIÈRE



BLAIR GABLE REUTERS

**L'ÉMOTION** était à son comble hier après-midi à Ottawa, alors que des membres de la famille et de nombreux amis sont venus dire adieu à Eric Czapnik, un agent de police de la capitale fédérale abattu dans l'exercice de ses fonctions pendant les Fêtes. Des milliers de policiers, pompiers et ambulanciers ont escorté le corbillard vers une enceinte sportive du centre-ville d'Ottawa. Un groupe de joueurs de cornemuse a ensuite rejoint le corbillard et le cercueil, recouvert du drapeau de la ville d'Ottawa, a été porté par huit officiers marchant au rythme lent des tambours. Des centaines de citoyens, dont bon nombre d'écoliers, se sont rangés le long des rues, malgré une température de -9 °C, pour rendre hommage à l'agent Czapnik, le premier policier à perdre la vie dans l'exercice de ses fonctions à Ottawa en un quart de siècle. Le premier ministre ontarien Dalton McGuinty ainsi que plusieurs ministres et députés fédéraux et provinciaux ont assisté aux obsèques. Eric Czapnik était le père de quatre enfants. L'agent Czapnik, âgé de 51 ans, a été poignardé à mort le 29 décembre. Le suspect, Kevin Gregson, est un policier de la GRC qui avait été suspendu de ses fonctions.

## Prorogation de la session

## Harper pourrait faire la même chose tous les ans

MARIE VASTEL

Ottawa — Même si la population semble en désaccord avec la décision du premier ministre de proroger la session parlementaire, Stephen Harper ne ferme pas la porte à la possibilité d'avoir recours à cette pratique tous les ans.

N'en déplaise aux Canadiens et aux partis d'opposition à Ottawa, le premier ministre estime qu'une session parlementaire devrait idéalement ne durer qu'une année.

Des sessions de deux ou trois ans, a-t-il souligné en entrevue sur les ondes de Radio-Canada hier, «ce n'est pas une bonne idée».

Questionné à savoir s'il pourrait demander à la gouverneure générale de mettre fin aux travaux des deux Chambres tous les ans, M. Harper a simplement

affirmé qu'il allait «décider dans les temps à venir [sic]».

«De temps en temps, le gouvernement devrait examiner son agenda, ses priorités et faire des changements», a-t-il expliqué.

Le 30 décembre, M. Harper a causé la surprise en demandant, par téléphone, à la gouverneure générale Michaëlle Jean de proroger la session parlementaire.

De ce fait, tous les travaux de la Chambre des communes et du Sénat, tant les débats en Chambre qu'au sein des comités, ont été interrompus. Le gouvernement recommencera à neuf début mars, avec un discours du Trône et la présentation de son budget.

Le premier ministre argue depuis une semaine qu'il était nécessaire de faire table rase, car le pays entame une nouvelle année et une nouvelle situa-

tion économique.

«Nous avons la nécessité de ré-examiner de temps en temps notre programme», a-t-il justifié.

De l'avis de l'opposition, toutefois, la prorogation du Parlement par les conservateurs semble destinée à étouffer la controverse sur le traitement des détenus afghans et d'autres questions embarrassantes pour le gouvernement.

À la veille des vacances des Fêtes, le gouvernement minoritaire de Stephen Harper était bombardé de questions de l'opposition sur le sort des détenus afghans transférés par l'armée canadienne aux autorités afghanes, de même que sur la position du Canada à la conférence sur le climat de Copenhague.

La Presse canadienne

## EN BREF

## La fin du stationnement gratuit sur le Plateau

Toutes les places de stationnement dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à Montréal, seront payantes d'ici peu pour les non-résidents. Selon ce qu'a rapporté Radio-Canada hier, les mesures en ce sens seront adoptées progressivement à partir de l'automne prochain. L'arrondissement compte tarifier les 10 000 places de stationnement actuellement gratuites. Pour ce faire, elle compte élargir les zones de vignettes pour les résidents et les zones de parcomètres. La conseillère municipale Josée Duplessis a fait valoir que ces mesures s'inscrivent dans un mouvement mondial des grandes villes visant à réduire la circulation automobile. L'arrondissement espère générer des revenus d'environ trois millions de dollars annuellement. C'est le parti Projet Montréal de Richard Bergeron qui souhaite insuffler cette nouvelle direction, un peu plus de deux mois après avoir remporté la mairie de l'arrondissement. — La Presse canadienne

de projets à court terme, mais on veut planifier pour la croissance de la population qui va arriver au cours des 10 à 15 prochaines années.» Mais le ministre a clairement évoqué la possibilité qu'un hôpital soit construit à Vaudreuil-Soulanges, à l'ouest de l'île de Montréal. — La Presse canadienne

## La SAAQ sera plus exigeante quant au comportement routier

Québec — La Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) veut que l'apprentissage de la conduite soit davantage centré sur le comportement que sur les habiletés dans le nouveau cours obligatoire qui entrera en vigueur le 17 janvier prochain. Lise Tourigny, chef du service des usagers de la route à la SAAQ, explique que les cours facultatifs depuis 1997 n'ont plus d'impact sur l'amélioration du bilan routier. Alors que cet ancien cours comprenait, en moyenne, environ 12 heures de formation théorique et autant d'heures de formation pratique, le nouveau totalise 39 heures: 24 heures de formation théorique et 15 heures de formation pratique. Des thèmes tels le comportement à adopter, les conséquences du risque, la responsabilisation et le partage de la route y seront abordés. Mme Tourigny signale que les comportements inappropriés sont responsables de 80 % des accidents et que les 16-24 ans sont impliqués dans 24 % des collisions, alors qu'ils ne représentent que 10 % des détenteurs de permis. Le cours n'évacue pas pour autant les notions de base comme l'apprentissage du Code de la sécurité routière et la reconnaissance des panneaux de signalisation. La formation comprendra aussi un volet sur l'écoconduite qui portera, entre autres, sur le covoiturage, la régularisation de la vitesse et l'équilibre de la pression d'air dans les pneus, des mesures environnementales qui engendrent une économie d'essence. — La Presse canadienne

## Nouveaux hôpitaux?

Québec — Le gouvernement du Québec étudie la possibilité de construire de nouveaux hôpitaux dans la grande région de Montréal afin de répondre à une augmentation de la population dans ce secteur. Des agences régionales de la santé préparent des scénarios qui pourraient se matérialiser, d'ici 10 ans, par l'ajout d'infrastructures médicales dans l'est de l'île de Montréal, dans l'ouest de la Montérégie, ainsi que dans les Laurentides. Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a cependant déclaré hier qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que des projets soient annoncés prochainement, puisque le ministère n'est actuellement qu'à l'étape de la planification. Lors d'un point de presse, M. Bolduc a affirmé que le type d'infrastructures requis devra être déterminé. «Pour le type de ressources, on en est encore à l'étape de l'évaluation, a-t-il dit. Il n'y aura pas d'annonce

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

**Sophie DOWNS**  
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

**Psychologue clinicienne**  
ADULTES · COUPLES  
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630  
VIEUX-MONTRÉAL

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2010-01-06	
<b>LOTTO 649</b>	10 12 15 23 26 44 30 compl.	<b>Québec 49</b>	14 27 31 32 41 46 26 compl.
<b>GAGNANTS</b>	<b>LOTS</b>	<b>GAGNANTS</b>	<b>LOTS</b>
6/6	0 3 297 909,00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+c	2 117 782,40 \$	5/6+c	0 75 000,00 \$
5/6	111 1 753,10 \$	5/6	11 750,00 \$
4/6	5 993 61,50 \$	4/6	584 75,00 \$
3/6	111 050 10,00 \$	3/6	11 221 10,00 \$
2/6+c	76 224 5,00 \$	2/6+c	7 928 5,00 \$
Ventes totales :	11 890 214 \$	Ventes totales :	732 930,00 \$
Prochain gros lot (approx.) :	7 000 000 \$	<b>Extra</b>	8687122
<b>Lots bons</b>	<b>GAGNANTS</b>	<b>LOTS</b>	
<b>LOTTO 649 + Québec 49</b>	24 26 34 36 42	1 166,60 \$	
	22 24 39 40 31	1 580,60 \$	
Les détenteurs d'une sélection Québec 49 jouée avec le Loto 649 sur un même billet et comportant les quatre numéros d'une même sélection sont tirés se partagent une cagnotte de 49 000 \$.			
<b>CE SOIR, 40 MILLIONS \$ (APPROX.)</b>			

## LES GRANDS GÉNIES DE L'INNOVATION



**BPR**, c'est plus de 2400 professionnels ayant fait le choix de la rigueur et de l'audace en ingénierie.

Merci à nos clients du Québec et du reste du Canada, des États-Unis, de l'Europe, et de l'Afrique grâce à qui nous intervenons tous les jours sur des projets d'envergure qui importent socialement, et ce, depuis bientôt 50 ans.

**bpr.ca**

LE MARCHÉ BOURSIER

Table of stock market data for various companies, including columns for Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including columns for Titrés, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including columns for Titrés, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including columns for Titrés, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

TORONTO NEW YORK

TSX 11 887,51 -57,03
Dow Jones 10 606,86 +33,18
1\$ canadien -0,23 à New York
1133,10 \$US -2,80

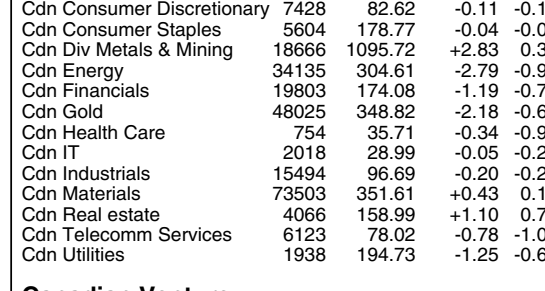
LES COTES

Table of stock market data for various companies, including columns for Titrés, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for Liban (livre), Afrique du Sud (rand), etc.

COUP D'ŒIL



La Bourse de Toronto

Table of market indices and performance metrics for the Toronto Stock Exchange.

Les plus actifs de Toronto

Table of the most active stocks in the Toronto market, including columns for Compagnies, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table of the most active stocks in the Canadian Venture market, including columns for Compagnies, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

INDICES QUÉBEC

Table of Quebec market indices, including columns for Fermeture, Variation journalière, and Variation depuis le 1er janvier.

TRANSIGES EN FONDS AMÉRICAINS

Table of American fund transactions, including columns for Compagnies, Volume, Haut, Bas, and Form. Var.

Advertisement for GOUROU.TV, featuring a logo and text: 'Analyse technique de la bourse. Les signaux d'achat et de vente. Tableaux et vidéos. Tous les jours à Midi.' Includes contact information for Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québécois.

# ÉCONOMIE

## Shell ferme sa raffinerie de Montréal-Est

GÉRARD BÉRUBÉ

Shell a annoncé officiellement la fermeture de sa raffinerie de Montréal-Est, retirant au Québec le quart de sa capacité de raffinage. Au terme d'un examen stratégique de ses éléments d'actif en aval amorcé en juillet dernier, le géant pétrolier a retenu le scénario de transformation de ses installations en terminal, où doivent transiter essence et carburant. Environ 470 emplois directs devraient être éliminés.

À défaut de trouver un acheteur crédible pour sa raffinerie de Montréal-Est, d'une capacité de 130 000 barils par jour, Shell a annoncé hier la transformation de ses installations en un terminal. Il aura pour fonction de recevoir des essences et des carburants diesels et aviation, qui continueront d'être distribués à partir de l'actuel dépôt de Shell de Montréal, situé à proximité. «Après avoir étudié différentes options, Shell a conclu que sa raffinerie, entrée en service il y a 75 ans, ne figurait plus dans sa stratégie à long terme. C'est une décision difficile qui a été prise après mûre réflexion. Nous

sommes conscients de son impact sur les employés et sur leur famille, et nous nous engageons à leur apporter un soutien tout au long du processus», a déclaré Christian Houle, directeur général de la raffinerie de Shell à Montréal-Est.

Les installations fournissent de l'emploi à 500 personnes. Or le terminal ne devrait occuper qu'une trentaine de personnes. Pour les autres employés touchés, il est estimé que 127 personnes pourraient être admissibles à une retraite anticipée. L'on retient également que le ratio emplois directs-indirects est de 1 pour 3 ou 4.

### Pas d'illusion

«Nous sommes dans ce dossier depuis le début. Dès le départ, nous avons signifié à la compagnie notre volonté de collaborer, de trouver des pistes de solution», a insisté Clément Gignac. Le ministre du Développement économique retient que les installations sont mises en veilleuse, et non vendues, ce qui n'exclut pas qu'un acheteur puisse toujours se manifester. Mais on ne se berce pas d'illusion au gouvernement. Si après six mois,

Shell n'a pas été capable de dénicher un acheteur crédible, sérieux... «Pour l'instant notre priorité va aux travailleurs et à leur famille.»

Chez Shell, on ne veut alimenter aucun espoir. «Notre processus a été rigoureux. Nous aurions voulu vendre, mais nous n'avons pas reçu d'offre», a précisé Christian Houle. Également secoué, le directeur de la raffinerie de Shell a insisté sur le fait que tout sera fait pour accompagner les travailleurs touchés et leur famille. Transfert au sein d'autres activités de Shell ou formation et recyclage, «tout sera fait pour atténuer l'impact sur ces employés, qui me sont chers».

Dans un deuxième temps, le ministre Clément Gignac entend s'attarder à la sécurité d'approvisionnement du Québec, qui perd ainsi le quart de sa capacité de raffinage. Sans compter l'impact qu'a cette fermeture sur la structure concurrentielle de l'autre raffinerie de Montréal-Est, celle de Petro-Canada, les deux entités partageant en commun les frais de certaines infrastructures. «Nous attendons plus d'information là-dessus.»

«L'impact sera important», a martelé Jean-

Claude Rocheleau, président de la section 121 du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP). «Petro-Canada devra assumer seule les frais associés au pipeline venant de Portland et à l'usine de traitement de soufre. Ses coûts vont monter en flèche.»

Le représentant des syndiqués de Shell a précisé qu'au plus fort de la croissance économique, les trois raffineries québécoises fonctionnaient à pleine capacité, ce qui n'empêchait pas l'importation de 25 % des produits raffinés afin d'alimenter le marché ontarien. «Sur le marché mondial, cela fonctionne au plus offrant. Les prix à la pompe au Québec vont forcément monter», a résumé M. Rocheleau.

Daniel Cloutier, représentant national du SCEP, retient pour sa part que la raffinerie de Petro-Canada fonctionne déjà à pleine capacité. «Il y a de l'espace présentement à celle d'Ultrasmar [à Lévis]. Peut-être 50 000 barils. Mais il est certain que les autres raffineries ne peuvent prendre le relais de Shell. Le Québec devra s'approvisionner à l'extérieur.»

Le Devoir

## Funcom sera dirigé par un ancien de Lyrtech

Miguel Caron prendra la tête du nouveau studio montréalais du producteur norvégien de jeux vidéo

FRANÇOIS DESJARDINS

Quatre mois après l'annonce d'un nouveau studio montréalais, Funcom, un producteur norvégien de jeux vidéo, a enfin révélé hier que sa direction a été confiée à l'ancien patron de Lyrtech, une société de Québec spécialisée dans le traitement des signaux numériques.

Miguel Caron, qui a dirigé Lyrtech de 2003 à 2007, a affirmé hier que Funcom aurait pu embaucher un directeur de studio «standard», mais a arrêté son choix sur lui car le siège social d'Oslo voulait un «homme d'affaires, un entrepreneur pour générer des occasions d'affaires».

«Dans le créneau des jeux vidéo au cours des derniers trimestres, ça a été assez difficile, et il faut réinventer la façon de faire des affaires», a-t-il dit hier lors d'un entretien avec *Le Devoir*. «Il faut trouver de nouveaux partenaires, de nouveaux créneaux, de nouvelles façons de vendre des jeux vidéo.»

Funcom se spécialise dans les jeux «en ligne», qui ne se jouent qu'avec une connexion Internet et en compagnie d'autres internautes (en anglais, *massively multiplayer online*, ou MMO). Parmi ses succès figurent *Anarchy Online* et *Age of Conan: Hyborian Adventures*. Elle planche présentement sur *The Secret World*.

Âgé de 37 ans, M. Caron est lui-même un accro de jeux vidéo, en particulier *World of Warcraft*, un jeu de la même catégorie que ceux produits par Funcom. Il possède une console Xbox, une PlayStation et joue aussi sur un ordinateur PC.

En 2006, dans le cadre du concours Arista organisé par la Jeune Chambre de commerce de Montréal, il a remporté le prix du meilleur jeune entrepreneur dans la catégorie des entreprises de taille moyenne et grande.

Funcom, qui a quelques studios dans le monde, compte un peu plus de 300 employés au total. À Montréal, 30 ou 40 personnes travaillent déjà — dont la plupart sont des étrangers, car la main-d'œuvre locale n'a pas beaucoup d'expertise dans le MMO — et M. Caron croit que d'ici l'automne, le studio regroupera déjà une centaine d'employés. Cela en fera le plus gros de l'entreprise. En 2011, l'effectif pourrait atteindre 200 personnes.

Comme tous les autres producteurs, Funcom bénéficie de crédits d'impôt du gouvernement québécois. L'industrie du jeu vidéo à Montréal regroupe environ 6000 employés. Depuis les années 1990, avec l'arrivée d'Ubisoft, la ville s'est positionnée à l'avant-plan dans le monde grâce à ces crédits extrêmement compétitifs.

Le Devoir

## Telus vend ses activités de traitement par cartes bancaires à CT-Paiement

Telus a vendu sa solution pour le traitement des paiements par cartes de débit et de crédit à CT-Paiement, une société spécialisée dans le traitement des paiements électroniques. Les termes financiers de l'entente n'ont pas été rendus publics.

CT-Paiement, filiale de Centrale Taxes dont le siège se trouve à Repentigny, à l'est de Montréal, a indiqué hier que son volume annuel de transactions dépasserait maintenant 110 millions grâce à la solution Assure.

Assure offre des solutions de paiement sur mesure et prend en charge un vaste éventail de protocoles de communication ainsi que toutes les grandes cartes de crédit, en plus des cartes privées de fabricants, de voyage, de divertissement et de chaînes, a indiqué CT-Paiement.

Telus et CT-Paiement ont convenu de travailler ensemble pendant au moins cinq ans dans le but de maintenir des services de qualité élevée pour les clients. «CT-Paiement et Telus s'engagent conjointement à assurer une intégration sans faille et transparente pour nos clients», a expliqué Keith Nugara, premier vice-président de Telus Services financiers, par voie de communiqué.

Telus Services financiers fait partie de Telus, de Vancouver, qui est la deuxième entreprise de télécommunications en importance au pays, derrière BCE.

Les deux sociétés ont indiqué avoir reçu le soutien financier du Fonds de solidarité FTQ, d'Investissement Québec et de la Banque Nationale dans le cadre de cette transaction.

La Presse canadienne



Des voitures du constructeur Hyundai attendent d'être embarquées pour exportation sur un quai du port d'Ulsan, en Corée du Sud.

LEE SANG-HYUN/YONHAP REUTERS

### SONDAGE KPMG

## L'industrie automobile souffre toujours de surcapacité

ÉRIC DESROSIERS

Toujours aux prises avec des surcapacités de production malgré des mois de restructuration, l'industrie automobile doute de pouvoir retrouver le chemin de la rentabilité dans les prochains années, selon une enquête de KPMG.

À peine le quart des dirigeants d'entreprise du secteur mondial de l'automobile (27,5 %) comptent sur une amélioration de la rentabilité des constructeurs d'autos au cours des cinq prochaines années, révèle un sondage réalisé cet automne par la firme de consultants en gestion auprès de 200 répondants en Amérique, en Europe, en Asie et ailleurs. Le tiers (33 %) de ces représentants des constructeurs et de leurs sous-traitants s'attendent, au contraire, à une nouvelle dégradation d'une situation déjà affreuse, alors que 39,5 % n'entrevoient aucun changement.

«La situation apparaît aux dirigeants du secteur moins chaotique qu'il y a un an. Toutefois, malgré l'aide massive des gouvernements et tous les efforts de restructuration de l'industrie, elle semble encore bien loin d'être tirée d'affaire», a observé en entretien téléphonique au *Devoir* Laurent Giguère, associé chez KPMG.

L'une des raisons de ce pessimisme tient au fait que malgré toutes les restructurations et les compressions d'effectifs annoncés ces derniers mois, neuf répondants sur dix estiment que l'industrie automobile souffre toujours d'une surcapacité de production avoisinant les 25 %, aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe et au Japon.

Cela tient entre autres au fait que l'on s'attend au mieux, à une stagnation, sinon à un recul des revenus dans ces trois marchés. En fait, il n'y a qu'en Asie (le Japon exclu) où l'on pourrait compter sur une augmentation des ventes, selon une majorité de répondants (76 %). Un peu moins de la moitié (47 %) pensent aussi que l'Europe de

l'Est et la Russie représenteront aussi un marché en croissance.

### L'Asie qui rit, l'Amérique qui pleure

Pas étonnant que plus de la moitié des répondants (54 %) prévoient augmenter leurs investissements en Chine, et que le même intérêt est grand aussi pour l'Inde (43 %), la Russie (35 %) et le Brésil (26 %). On craint cependant que cela y mène, d'ici de 3 à 10 ans, au même genre de problème auquel fait face l'industrie dans les pays développés, soit une surcapacité de production.

Pour réduire ces surcapacités, il faudra que les gros mangent les petits et que d'autres compagnies fusionnent, pensent les trois quarts des dirigeants sondés. Quant à l'amélioration de sa rentabilité, le secteur ne devra pas trop compter sur les habituelles réductions des coûts de la main-d'œuvre et des charges sociales. Trois répondants sur cinq estiment qu'il faudra plutôt continuer de recourir aux pays à faible coût de production et inventer de nouvelles technologies. Ces dernières devront prioritairement permettre de construire des véhicules moins énergivores (95 %) et moins polluants (77 %).

Plus des trois quarts des répondants (78 %) s'attendent à ce que les constructeurs chinois gagnent des parts de marché durant les cinq prochaines années. Ils sont également plusieurs à parier sur les coréens Hyundai et Kia (74 %), les constructeurs indiens (73 %), l'allemand Volkswagen (70 %) ainsi que les japonais Toyota (57 %) et Honda (52 %). On se montre beaucoup plus pessimiste à l'égard des deux compagnies américaines qui ont brièvement eu recours cette année à la protection de la loi sur la faillite, sept répondants sur dix prédisant à General Motors et Chrysler des pertes de parts de marché dans les prochaines années.

Le Devoir

### EN BREF

#### Boeing a livré 481 avions en 2009

Chicago — Le constructeur aéronautique américain Boeing a annoncé hier qu'il avait livré 481 avions commerciaux en 2009, soit environ 28 % de plus que l'année précédente au cours de laquelle une grève importante avait affecté la production. Le constructeur aéronautique, basé à Chicago, a précisé qu'il avait enregistré 142 commandes nettes en 2009 malgré la récession. Au total, Boeing a désormais un carnet de commandes de 3375 avions, dont 2076 Boeing 737. — AP

#### Goldcorp au Chili

Vancouver — Goldcorp a annoncé hier la conclusion d'une entente en vue de l'acquisition d'une participation de 70 % dans la mine d'or et de cuivre El Morro, au Chili, coupant l'herbe sous les pieds de sa concurrente torontoise Barrick Gold. La valeur de l'accord s'élève à 463 millions \$US. Barrick, le plus important producteur d'or au monde, avait annoncé en octobre la signature d'une entente pour acheter 70 % d'El Morro du géant européen de la mine Xstrata. Néanmoins, la société minière New Gold, partenaire minoritaire dans le projet El Morro, a indiqué hier qu'elle faisait valoir son droit de premier refus et achetait la participation de Xstrata grâce à une somme de 463 millions \$US avancée par Goldcorp, deuxième producteur d'or en importance au Canada après Barrick, également un important producteur de cuivre. — *La Presse canadienne*

#### American Airlines augmente son offre pour JAL

Dallas — La société aérienne American Airlines a fait passer à 1,4 milliard \$US le montant qu'elle se dit prête à investir dans sa partenaire Japan Airlines (JAL), aux prises avec de sérieuses difficultés financières, pour la secourir. American a augmenté de 300 millions \$US son offre précédente dans le but d'écartier Delta Air Lines. Delta souhaite mettre en place son propre partenariat avec le transporteur japonais, ce qui lui assurerait des liaisons à travers le Pacifique et dans toute l'Asie. — AP



Chambre de commerce du Montréal métropolitain  
Board of Trade of Metropolitan Montreal



### JACYNTHE CÔTÉ

Chef de la direction  
Rio Tinto Alcan

MIDIS CHAUDS RioTintoAlcan

VENREDI 22 JANVIER 2010  
de midi à 14 h

Inscription :  
WWW.CCMM.QC.CA/JACYNTHÉ-CÔTÉ  
514 871-4000 poste 4001

RIO TINTO ALCAN : COMMENT SE PRÉPARER POUR LE FUTUR EN PÉRIODE DIFFICILE

Présenté par :  
Astral Media

En collaboration avec :  
AÉROPORTS DE MONTRÉAL

Groupe Financier Banque TD

Raymond Chabot  
GrantThornton

# ÉDITORIAL

## Al-Qaïda au Yémen

### La mutation

Les derniers attentats et tentatives d'attentats revendiqués par al-Qaïda mettent en relief la mutation accomplie par la nébuleuse terroriste. Plus que jamais, l'organisation fonctionne sur le principe de la franchise et des actes isolés. Son laboratoire? Le Yémen.

**L**e Nigerian qui a tenté de faire exploser l'avion de la Northwest Airlines, le tout aussi jeune Somalien qui, deux jours plus tard, a essayé d'assassiner un caricaturiste danois ainsi que le psychiatre qui, deux mois auparavant, avait tué treize militaires américains, présentent un dénominateur commun: ils ont agi isolément. Autrement dit, contrairement aux attentats commis à New York, Londres et Madrid, aucun d'entre eux n'était membre d'une cellule regroupant quatre ou six individus.

Ils ont donc agi seuls et sur les ordres, non pas du «siège social» d'al-Qaïda, mais bien des franchises de celui-ci. Actuellement, on en compte quatre: al-Qaïda au Maghreb islamique, al-Qaïda en Mésopotamie, qui aujourd'hui est l'ombre de ce qu'elle était au plus fort de la guerre en Irak, le Shebaab en Somalie et, pour ce qui nous occupe ces jours-ci, al-Qaïda dans la Péninsule arabe. C'est au nom de ce dernier ou pour son service que les méfaits évoqués plus haut ont été perpétrés. L'objectif? Faire un coup d'éclat afin de convaincre les jeunes de rejoindre les rangs du réseau, histoire de poursuivre le djihad.

Si faire saigner l'Occident honni n'est évidemment pas pour déplaire aux chefs, leur but à court terme ou plutôt la ligne de front reste pour eux le Pakistan d'abord, le golfe Persique ensuite. Ils veulent recruter parce qu'ils ne sont pas parvenus à recruter autant qu'ils auraient voulu recruter. À preuve, le maigre bilan à cet égard d'al-Qaïda au Maghreb qui, trois ans après sa création, reste cantonnée en Algérie, n'étant pas parvenue à séduire des Marocains et des Tunisiens.

C'est d'ailleurs pour combler les manques d'al-Qaïda au Maghreb et les revers de la filiale irakienne qu'a été fondée il y a un an tout juste la succursale arabe. Fait particulier? Deux des quatre dirigeants de cette dernière sont des ex-prisonniers de Guantanamo qui ont suivi le cours de déradicalisation après leur retour en Arabie saoudite. On aura compris que cet aspect du dossier embarrasse autant Washington que Riyad.

En choisissant le Yémen comme base d'une nouvelle offensive, les bonzes du réseau font preuve, que l'on aime cela ou pas, d'une maîtrise plus fine des enjeux géopolitiques. Ce pays, il faut le savoir, le souligner, le répéter, est aux prises avec un nombre important de forces centrifuges, donc favorisant une expansion du chaos sur lequel les djihadistes entendent capitaliser. Au sud du pays, un fort courant indépendantiste rythme quotidiennement, et militairement parlant, la vie de la région. Mais...

Mais c'est surtout au nord que le gouvernement central joue pour ainsi dire sa survie. Là, les insurgés chiïtes armés par l'Iran font le coup de feu aussi bien avec les forces yéménites que saoudiennes. Ils hésitent d'autant moins que la zone sud de l'Arabie saoudite est habitée par des chiïtes en bute aux discriminations constantes du régime saoudien. Quoi d'autre? Un million de chiïtes du Yémen travaillent en Arabie saoudite.

À l'instar de l'Irak, le Yémen, pour reprendre une expression chère aux spécialistes en géopolitique, est à l'image du mille-feuille. Des religions concurrentes, des clans tribaux qui s'affrontent, un gouvernement central faible, etc. C'est de ces lignes de fracture qu'al-Qaïda entend profiter au maximum en escomptant une augmentation de ses troupes.

## Mesures de sécurité

### Troubles de comportement

**D**epuis hier, l'aéroport Amsterdam-Schiphol est équipé de scanners corporels devenus, depuis l'attentat avorté du vol 253, objets des plus grandes convoitises. N'eût été de la vigilance des passagers de ce vol désormais célèbre, Abdulmutallab aurait mis son tragique plan à exécution. Avec ces scanners, sur lesquels nombre de pays se ruent, on risque toutefois l'illusion de la sécurité.

Le cas du Nigérien de 23 ans est patent: il a été démontré que malgré un dossier incriminant et plusieurs signaux allumés jusque sur le tableau de bord américain, l'homme s'est faufilé «armé» jusqu'à son siège, prêt à commettre l'indicible. Le président américain, Barack Obama, l'a souligné hier à nouveau: cet événement illustre la faille lamentable du système de sécurité. Il n'a carrément pas réussi à composer avec les données qu'il possédait pourtant!

La question: que changeront des scanners corporels si du lot des milliers de voyageurs transitant chaque jour dans un aéroport, les individus suspects n'ont pas été bien identifiés, et donc dirigés vers cette fouille en question?

Outre ces ajouts techniques, le Canada a promis l'élaboration d'un programme d'observation du comportement des passagers. Voilà une piste tout à fait prometteuse, qui, combinée peut-être à l'utilisation ciblée des scanners, pourrait constituer un intéressant gage de sécurité.

Certains experts sont en effet critiques de l'utilisation isolée de ces rayons sur le lot entier des voyageurs, sans désignation sélective préalable. Une perte de temps inouïe, mais aussi d'efficacité! En Israël — un pays obligé par la force de ses drames à composer avec une sécurité aérienne à toute épreuve —, l'analyse comportementale des passagers est solidement inscrite dans les manières de faire. Des spécialistes postés dans les aéroports s'évertuent à scruter les voyageurs, à l'affût d'un vêtement trop chaud et épais pour le climat ambiant, attentifs à la sudation excessive, aux regards inquiets, aux mouvements nerveux.

Une des passagères du vol 253, une Montréalaise, relatait hier dans certains quotidiens son grand étonnement: malgré des curiosités comportementales, personne n'a stoppé Umar Farouk Abdulmutallab avant son envol. L'individu passait ses mains sur son front, secouait sa tête, avait l'air troublé. Cela, conjugué au fait par exemple que la Grande-Bretagne l'avait ciblé et interdit de séjour chez elle (!!!), aurait dû, au sein d'un système de sécurité plus robuste, cautionner un passage obligatoire à la fouille!

Les scanners coûtent gros, sont on ne peut plus visibles, forcent de nouvelles habitudes chez les voyageurs. Bref, il sera impossible de ne pas ignorer cette nouvelle «sécurité». Il faut toutefois se méfier de cette palissade nouveau genre. Sans services de renseignement efficaces, prompts à repérer les anomalies et surtout, à faire bon usage des informations dont ils disposent, ces armures technologiques n'offrent qu'une illusion de protection. Il s'agit là aussi d'une véritable menace.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

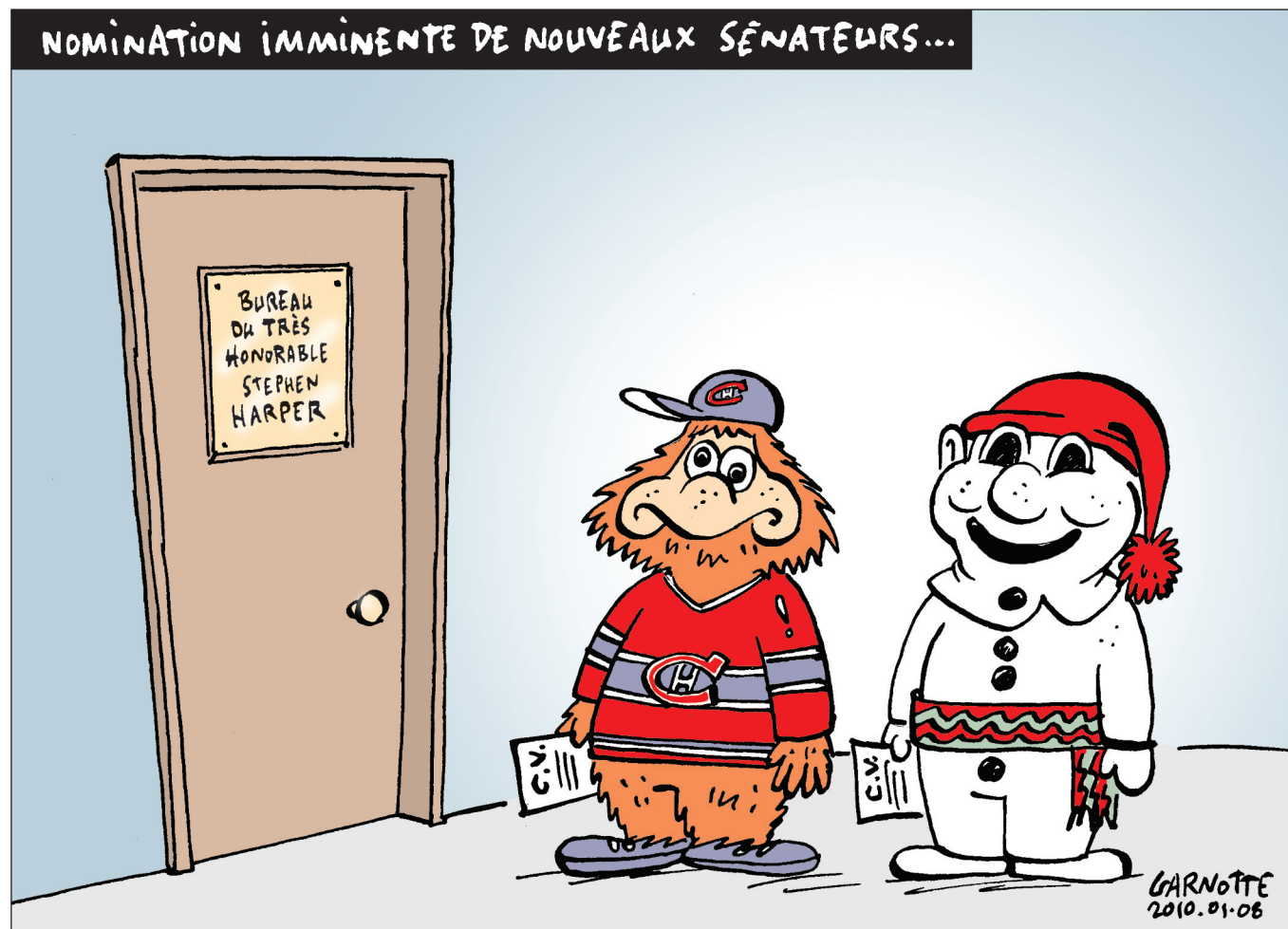
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## LETTRES

### Éthique, culture religieuse et multiculturalisme

Je suis laïque, athée et de philosophie républicaine en ce qui concerne les relations interculturelles. J'ai applaudi lorsque le système scolaire québécois s'est déconfessionnalisé et encore plus lorsqu'il a abandonné les cours d'instruction religieuse dans les écoles. Quant à moi, le gouvernement devrait même couper les subventions aux écoles privées à vocation religieuse. Tout ça pour dire que l'idée d'un cours qui relativiserait le phénomène religieux, décloisonnant ainsi les différentes communautés ethnoculturelles, comme devrait le faire le cours ECR, avait mon appui. Cependant, les interventions de l'équipe de l'Institut de recherche sur le Québec ont ébranlé mon optimisme. Si effectivement ce cours propage l'idéologie multiculturelle, si, comme le dit le rapport de l'IRQ, l'acceptation des valeurs contenues dans la Charte des droits suffit à définir l'identité québécoise, si de plus ce cours évacue totalement le rôle et l'importance de l'Église catholique dans la construction de l'identité sociale québécoise, alors de sérieuses questions se posent quant à sa pertinence, dans sa forme actuelle du moins.

Pour compliquer les choses, et pour ajouter à mon incertitude, d'autres voix, non moins crédibles, se font entendre et clament haut et fort que le cours en question n'évacue pas du tout l'importance du catholicisme dans l'historicité québécoise. Qui a tort, qui a raison? J'ai l'impression que la vérité se situe quelque part entre ces deux thèses et qu'elle varie beaucoup selon la personne qui donne ce cours. J'ai également l'impression que l'on surmonterait ces divergences en imposant, parallèlement à ce cours, un solide cours d'histoire nationale du Québec. Ce n'est malheureusement pas ce qui semble se dessiner puisqu'on nous dit que dans ce qui tient lieu de nouveau cours d'histoire du Québec, la dimension

nationale a été passablement édulcorée.

Finalement, et sans vouloir tomber dans la paranoïa, je ne peux m'empêcher de penser que le fait que le cours d'éthique et de culture religieuse arrive à peu près en même temps que la configuration d'un nouveau cours «a-national» d'histoire du Québec pourrait valider la thèse du «complot» multiculturaliste chère à l'Institut de recherche sur le Québec.

Daniel Gomez  
Montréal, le 5 janvier 2010

### Des milliards de dollars pour la sécurité

J'apprends aujourd'hui qu'il s'est dépensé 600 milliards de dollars pour la sécurité depuis le 11 septembre 2001. La sécurité s'est-elle améliorée? Il ne semble pas, selon un expert qui affirme qu'on a peut-être atteint le bout de la démenche en matière de sécurité. Quand on pense que les bouteilles d'eau sont interdites à bord des avions! Les terroristes vont utiliser d'autres moyens, comme faire sauter un aéroport ou lancer un missile sur un avion qui décolle ou atterrit. Toutes ces mesures auraient-elles pu éviter l'attentat d'Oklahoma City? Les terroristes s'adaptent et les autorités ne font que réagir. Lorsqu'on pense que pas plus de 5 % des bateaux qui, par exemple, entrent dans les ports de New York et de Montréal sont inspectés... Il y a de la place pour cacher bien des explosifs sur les bateaux non inspectés. De plus, très peu de camions qui traversent la frontière sont inspectés!

J'opte pour l'autobus, le train ou l'automobile pour voyager. Pour les grandes distances, je m'abstendrai. Je suis peu souvent d'accord avec Harper, mais il a raison d'être préoccupé par cette paranoïa qui nuit au commerce et au tourisme.

Marc Tremblay  
Québec, le 6 janvier 2010

### Des précisions

Un de vos lecteurs, Christian Gagnon, écrivait mercredi: «Ni vu ni connu, le 2 janvier dernier marquait les 50 ans de la disparition de l'ex-premier ministre Paul Sauvé.» Il déploie le fait que les médias n'aient pas souligné cet événement important.

Radio-Canada était pourtant au rendez-vous avec l'Histoire puisque 50 ans après sa mort, nous avons fait revivre Paul Sauvé à Zone Doc le 25 décembre, ainsi qu'aux Grands Reportages sur RDI le 4 janvier, par la diffusion du documentaire de Paul Carvalho accompagné par l'historien Paul Labonne — Paul Sauvé. Désormais l'avenir —, un portrait d'un homme politique qui a lancé le Québec sur une autre voie.

En effet, le 7 septembre 1959, après la mort de Maurice Duplessis, Paul Sauvé est désigné à l'unanimité comme premier ministre par les députés de l'Union nationale. Il ne sera au pouvoir que 112 jours. Le 2 janvier 1960, il est emporté par une crise cardiaque.

En l'espace de quatre mois, il fait adopter 66 lois, dont plusieurs ont un caractère révolutionnaire (après l'ère Duplessis). Il donne son accord à l'assurance hospitalisation, passe des lois favorables aux mouvements syndicaux, crée la fonction publique québécoise moderne apolitique. Il normalise les relations du gouvernement du Québec avec la presse, les universités, le gouvernement fédéral.

C'est le rôle de Radio-Canada de diffuser de tels documentaires à ses antennes télé, mais aussi à la radio.

C'est ainsi qu'à la Première Chaîne radio, nous avons également diffusé pendant la période des Fêtes l'excellente série de Michel Lacombe, Lynda Baril et Michel Tremblay portant sur la Révolution tranquille. La première émission de cette série soulignait évidemment ces 112 jours au pouvoir de Paul Sauvé. La série peut être écoutée sur [radio-canada.ca/revolutiontranquille](http://radio-canada.ca/revolutiontranquille).

Alain Saulnier  
Directeur général de l'information,  
Radio-Canada  
Montréal, le 6 janvier 2010

## LIBRE OPINION

### Mirador: la mise en scène d'une profession

GUY VERSAILLES  
Membre de la Société québécoise des professionnels en relations publiques

**L**es téléseries mettent en scène des médecins, des policiers, des sportifs, des journalistes et, maintenant, des relationnistes, qui tentent d'être courageux, avisés, compétents et honnêtes, mais qui parfois se trompent ou sont lâches, incompetents et malhonnêtes. Dans le cas de *Mirador* — et avec la réserve que nous n'avons vu qu'un seul épisode —, ces pulsions contradictoires sont incarnées par deux frères qui revêtent (surtout pour le «méchant») un aspect caricatural.

Les meilleures téléseries, celles qui nous interpellent et dont nous gardons un vif souvenir, mettent en scène l'humanité des personnages davantage que leur situation professionnelle. Nous nous attachons à eux ou, au contraire, nous les détestons, non pas parce qu'ils sont de bons médecins, de bons avocats ou de bons relationnistes, mais parce qu'ils font preuve de courage ou de lâcheté, de noblesse ou de perfidie. La vraisemblance des situations mises en scène importe peu. Ce qui est recherché, c'est

un décor et un prétexte qui permettront aux personnages d'exprimer des émotions et des sentiments exacerbés comme un maquillage de théâtre.

#### Le réel et le télévisuel

La vie réelle ne fait pas un bon téléroman. Pour retenir l'attention de l'auditoire, il faut condenser à l'extrême et forcer le trait. Non seulement on ne retient que les situations les plus dramatiques, mais encore, on les exagère.

Ainsi, le travail quotidien des relationnistes est-il très différent de ce que nous a donné à voir ce premier épisode. Les professionnels en relations publiques ne sont pas les «deus ex machina» que nous présente la série. Au service du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et de plusieurs institutions publiques et privées, j'ai participé à des débats publics très intenses et j'ai contribué à gérer de multiples crises. Ces expériences me permettent d'affirmer que le succès repose toujours sur des dossiers solidement étayés et sur des relations professionnelles empreintes de respect mutuel avec les journalistes et les représentants des divers groupes impliqués.

Pour ce qui est de l'esbroufe et de la manipulation, tout relationniste d'expérience confirmera que personne n'a jamais avantage à tromper le public et les journalistes, car s'il est possible de le faire durant une courte période de temps, la vérité finit toujours par émerger. Le conseil fondamental donné à toute personne ou toute organisation en situation de crise est de faire preuve de la plus grande transparence possible.

L'éthique est une préoccupation quotidienne de première importance, car elle est le fondement de la crédibilité du relationniste, donc de son efficacité. Reconnaissant cela, plusieurs centaines de praticiens des relations publiques se sont regroupés dans une association professionnelle, la Société québécoise des professionnels en relations publiques, et s'astreignent à l'observance d'un code d'éthique dont l'article premier les appelle à «exercer leur profession conformément à l'intérêt du public et dans le respect de la dignité des personnes».

Tout relationniste qui n'observe pas ce précepte fondamental le fait au détriment de sa crédibilité et nuit à l'ensemble de sa profession.

## IDÉES



ARCHIVES REUTERS

## Mesures de sécurité: la place incongrue de Cuba sur la liste

CLAUDE MORIN

Professeur retraité de l'Université de Montréal

**L**a politique cubaine des États-Unis a été un échec lamentable. Elle n'a jamais atteint son objectif premier: défaire et abattre la révolution qui a triomphé à Cuba en janvier 1959. Plusieurs analystes ont reconnu le fiasco. Des membres du Congrès ont réclamé des changements, ne serait-ce que pour la rendre plus efficace.

L'administration Bush avait multiplié les mesures d'hostilité pour réaliser ce que ses devancières n'avaient pas obtenu. On aurait pu attendre mieux de l'administration Obama, plus sensible à la complexité des situations, lui qui, en campagne électorale, prônait le dialogue avec les adversaires.

Obama a certes annulé en avril 2009 des mesures qui restreignaient singulièrement les voyages et les transferts de fonds à Cuba pour les Cubano-Américains vivant aux États-Unis. Mais sur l'essentiel — l'embargo ou le blocus —, il a reconduit et maintenu tout l'appareil mis en place par ses prédécesseurs. Ses services continuent d'imposer des amendes aux institutions (sociétés et banques étrangères) et aux particuliers qui violent l'embargo, de refuser des visas à des artistes, à des savants Cubains invités à venir aux États-Unis.

### Liste noire

Voilà que l'administration Obama inscrit Cuba sur la liste des 14 pays dont les ressortissants seront soumis à des contrôles spéciaux dans les aéroports des États-Unis. Washington inclut Cuba parmi les États qu'il accuse de «soutenir le terrorisme».

Rien ne pourrait être plus contraire à la vérité. S'il y a un État qui a souffert du terrorisme depuis 1959, c'est bien Cuba. Ce sont plus de 3000 Cubains qui sont décédés et 2500 qui sont demeurés handicapés à la suite d'actes de terrorisme perpétrés à Cuba, mais commandités, financés et planifiés depuis le territoire des États-Unis. Les victimes auraient été plus nombreuses sans la vigilance constante des services de sécurité cubains.

Un avion de la Cubana de Aviación a explosé en vol au-dessus de la Barbade en 1976, entraînant la mort de 76 passagers. Le cerveau de cet attentat était un agent de la CIA, Luis Posada Carriles, qui vit librement à Miami, malgré ses liens démontrés avec plusieurs autres attentats et complots. Cuba a souffert non seulement d'attentats, mais aussi de diverses formes de bioterrorisme qui ont consisté à introduire des maladies visant les humains (dengue), les animaux (fièvre porcine) et les plantes (rouille du tabac, de la canne à sucre). Fidel Castro a été la cible de centaines de complots, menés à divers stades, mais qui ont heureusement tous été déjoués. Pour Cuba, l'État «terroriste» par excellence, ce sont les États-Unis!

### Animosité justifiée?

Cuba a toujours dénoncé publiquement les ca-

lomnies, les actions et les projets des États-Unis à son endroit. Il n'a jamais baissé la garde, se révélant un adversaire conséquent des agressions de l'empire à son égard et à l'endroit d'autres pays. Mais il n'a jamais soutenu des actions terroristes contre les États-Unis. Il a même offert sa collaboration au FBI pour faire obstacle à des complots.

Cinq de ses agents infiltrés dans les milieux criminels et violents de la Floride ont été arrêtés en 1998 et ont été condamnés à de longues peines de prison, totalisant ensemble plusieurs siècles. Or, ils n'avaient commis aucun crime, se limitant à recueillir des renseignements afin de déjouer les crimes que préparaient les anticastro-tristes. Après le 11 septembre 2001, Cuba a réitéré son offre de collaboration.

Les États-Unis se discréditent en inscrivant Cuba sur cette liste. Ils visent la mauvaise cible, gaspillant temps et ressources. La mesure, qui relève du profilage, est plutôt politique. L'inclusion de Cuba sur la liste nuit même à la crédibilité de la mesure. Les aéroports cubains prennent déjà très au sérieux la menace terroriste et ne sauraient servir de tremplin pour frapper les États-Unis. Cibler Cuba relève de la gesticulation hypocrite.

L'administration Obama cherche-t-elle en incluant Cuba dans cette liste, sans aucun motif lié à l'objet de ces mesures, à justifier son animosité envers La Havane, l'immobilisme de sa politique hostile? Cette inclusion est-elle un geste politique pour rallier ses adversaires, républicains entre autres, à des votes en politique intérieure?

## Les fêtes de famille



LISE PAYETTE

**L**es fêtes de famille ne sont plus ce qu'elles étaient. C'est le constat qu'on fait chaque année après la fête des Rois, quand on défait le sapin et qu'on regrette avec nostalgie les grandes réunions d'autrefois, quand les oncles et les tantes dansaient au milieu de la cuisine pendant que le grand-père chantait sa chanson à répondre en tapant du pied et que les enfants riaient de voir les adultes s'amuser autant.

Sauf de rares exceptions, les Fêtes sont devenues plus raisonnables. On vit souvent toute l'année loin les uns des autres, on se retrouve dans des familles recomposées qui ont parfois du mal à s'ajuster aux us et coutumes qu'on leur impose et on finit par dire que les Fêtes, c'est surtout une corvée. Chaque année, j'entends des amis qui disent qu'on ne les y reprendra plus et que l'an prochain, ils iront fêter au soleil quelque part, sans se soucier de la famille qu'ils ne voient pas le reste du temps.

Quand ils hésitent à mettre leur projet à exécution, c'est souvent parce qu'il reste un ou deux «vieux», le père ou la mère, qu'ils n'osent pas abandonner totalement. La famille leur paraît souvent lourde à porter. La société ferme les yeux et préfère ne pas savoir la solitude des vieux, abandonnés dans des centres d'accueil sans aucun visiteur. Leurs enfants se donnent bonne conscience en se disant que de toute façon, les vieux ne les reconnaissent plus tout à fait, qu'ils ne savent souvent pas que c'est le temps des Fêtes et que pour eux, chaque jour ressemble au précédent.

Le plus étrange, c'est que durant toute notre vie, nous nous reconstruisons des familles. Il y en a qui fondent plusieurs familles au cours de leur vie, avec des femmes différentes, mais il y a aussi celles que nous retrouvons au travail. Moi, par exemple, j'ai fait partie tour à tour de la grande famille de Radio-Canada, puis de la grande famille politique, puis de la grande famille de Québec, et me voilà maintenant de la grande famille du *Devoir* qui va fêter ses 100 ans, ce qui n'est pas rien, surtout que même à cet âge respectable, on peut affirmer qu'il a toute sa tête.

### Les 100 ans du Devoir

*Le Devoir* a 100 ans en 2010. C'est un beau chiffre pour un journal. D'autant plus que *Le Devoir*, à mon avis, au lieu de vieillir, rajeunit. Il y aura bien des spécialistes pour vous raconter la vie qu'il a eue, ce journal, à travers un siècle fou, à cheminer en parallèle avec la société québécoise, la précédant parfois mais l'accompagnant toujours et l'aidant à sortir de ses ornières. Il a évolué comme elle, se serrant la ceinture souvent pour survivre, mais ne renonçant jamais à ouvrir des voies nouvelles. On peut presque dire que c'est un journal qui, en vieillissant, a pris de l'allant au lieu d'en perdre.

Dans certains domaines, il s'est trompé de temps en temps. Certains lui en ont voulu souvent. Mais épaulé contre épaulé, ce journal a cheminé avec le peuple québécois à la recherche d'un avenir qui soit digne d'une petite nation parlant français en terre d'Amérique, une petite nation qui refuse de mourir. Mourir n'est pas une option pour le Québec. Ni pour *Le Devoir*.

La longue vie de *Le Devoir* entraîne des responsabilités. Elles sont flagrantes. La qualité de l'information doit rester élevée. Dans des périodes comme celle que nous vivons présentement, où le leadership fait si cruellement défaut, *Le Devoir* doit assumer son rôle d'analyste du présent et ouvrir des voies de réflexion pour nous permettre d'explorer des pistes de solutions qui nous feront avancer. Le contenu de *Le Devoir* ne peut pas être ordinaire. Il doit se dépasser chaque jour, encourager l'effort et favoriser l'avancement des idées et la liberté de les exprimer dans le plus grand respect d'une information de qualité. Un programme exigeant, c'est évident, mais combien essentiel dans ce monde confus qui est le nôtre.

*Le Devoir* a le devoir de garder sa tête. On peut l'aimer ou ne pas l'aimer, mais c'est un journal nécessaire à la vie de notre peuple. Son indépendance est un gage d'authenticité. *Le Devoir* n'appartient à aucun groupe financier. Il ne défend ni les intérêts ni les profits d'aucun groupe ou individu. C'est un journal libre. Il peut donc écrire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Chaque jour.

Tout ça pour dire que si *Le Devoir* n'existait pas, il faudrait l'inventer. Mais il existe et il a 100 ans d'expérience bien comptés. Avec des hauts et des bas, des erreurs et des succès, des problèmes financiers et des réussites, des lecteurs fidèles et des infidèles qui devraient se rebonner pour assurer la liberté de la presse écrite québécoise en ce 100<sup>e</sup> anniversaire.

*Le Devoir*, un journal qui se tient debout la tête haute pour fêter ses 100 ans.

## Parler français à Montréal

PIERRE RENÉ DE COTRET

Montréal

**I**l y a quelques années, j'ai décidé de parler uniquement en français à Montréal, en tout temps et en toutes circonstances. Et c'est ma suggestion de résolution du Nouvel An pour tous les Québécois!

Dans mon quartier, environ la moitié des gens que je croise et que je vois utilisent le français dans leurs communications courantes. Les autres utilisent surtout l'anglais. Mais moi (qui me débrouille bien en anglais), je leur parle uniquement en français, toujours. Et je fais la même chose partout à Montréal et dans tout le Québec.

Plusieurs personnes préfèrent passer à l'anglais dès que leur interlocuteur hésite en français. Cela peut s'expliquer de différentes façons: gentillesse, bonhomie naturelle des Québécois, peur d'offenser l'Autre, désir de pratiquer son anglais, paresse, absence de réflexion quant aux conséquences de ce geste, colonisation extrême ajouteront certains.

### Politique

Mais quelle que soit la raison et quelle que soit l'intention, le résultat est le même: l'accumulation de ces comportements envoie aux gens à qui nous

parlons, qu'on le veuille ou non, un message extrêmement clair: ma langue n'est pas importante.

Certains francophones disent que, pour eux, le fait de passer à l'anglais est une façon d'éviter de politiser une simple situation de communication avec un commerçant ou un voisin. Faux. Car votre interlocuteur, lui, reçoit encore une fois un message fort: le français n'est pas important et il n'est pas nécessaire de l'apprendre.

Tout est politique, disait-on en mai 1968. Cela est particulièrement vrai dans le contexte de la langue française au Québec. Il faut se mettre dans le coco que la langue que nous décidons de parler quotidiennement, nous, citoyens, a un impact cumulatif puissant. En fait, cet impact est beaucoup plus fort que celui de bien des lois.

### Une expérience positive

Cela dit, contrairement à ce que l'on pourrait croire, mon expérience du «tout en français» est nettement positive. Par exemple, pour mon propriétaire de dépanneur chinois je suis devenu un sympathique professeur de français et ma voisine est heureuse de renouer avec le français qu'elle a appris à l'école. J'irais même jusqu'à dire que la majorité des gens sont contents d'être gentiment «forcés» à vaincre leur timidité et à perfectionner leur connaissance d'une des grandes langues du monde.

Bien sûr, il faut parfois faire preuve de patience: quand un commis de mon épicerie répond bêtement «What?», je répète inlassablement en français jusqu'à ce qu'il aille chercher son gérant qui lui enseigne alors un nouveau mot (poireau, par exemple). Et si certains font la baboune, je m'en fous, je continue en français, patient, inébranlable, souriant.

Les deux mots qui résument le mieux mon expérience sont: respect et fierté. Respect parce que c'est ce que je sens dans le regard de mes voisins et des commerçants. Même si je sais très bien que je les énerve parfois à toujours parler français, je vois aussi qu'ils apprécient cette droiture et cet amour profond de la langue et de la culture francophone. Fierté parce que j'ai l'impression de faire ma petite contribution pour préserver notre culture, et parce que je vois que l'effet est très réel sur les gens: ils s'efforcent de parler français! En fait, je me dis qu'au fond, ils apprécient certainement ma démarche...

Voilà donc ce que j'aimerais nous proposer comme résolution collective pour 2010: parler français partout au Québec, toujours et en toutes circonstances. Point final. Deux seules exceptions: pour les touristes en visite, et pour les situations d'urgence ou à caractère humanitaire. Bien sûr qu'en cas d'urgence, on sauve une vie sans égard à la langue.

Mais le reste du temps, on sauve un peuple.

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérec (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Forlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

# ACTUALITÉS

## DEVOIR

SUITE DE LA PAGE 1

joute à *Tous pour un*, dimanche soir, sur les ondes de Radio-Canada. L'enseignante à l'Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière, enchantée, surprise et «un peu terrorisée» à la fois, amorçait un ultime blitz d'étude peu avant Noël. Le 10 janvier, jour du 100<sup>e</sup> anniversaire du quotidien, sa connaissance de la petite et grande histoire du *Devoir*... passera dans ses annales.

Elle a décidé de se lancer dans l'aventure alors qu'elle conduisait. «*J'ai entendu la publicité à la radio... ça m'a tout de suite intéressée.*» Marie-Christine avait tenté sa chance l'an dernier, avec un autre de ses sujets de prédilection, la langue française. Mais entre ses deux bambins, l'ensei-

gnement et la ferme qu'elle entretenait avec son conjoint, le temps avait manqué.

Cet automne, un mal pour un bien: un arrêt de travail pour des raisons de santé la garde au repos quelques semaines. Certains auraient choisi de regarder les DVD de quelques séries américaines ou de se mettre au *scrapbooking*. Elle se plonge plutôt dans la lecture attentionnée des éditoriaux d'Henri Bourassa, l'étude minutieuse des caricatures de Garnotte dans ses moindres coups de crayon et même, la mémorisation de la météo annoncée sur une cinquantaine de unes depuis 100 ans... «*C'est un miracle que j'aie pu étudier, sinon je n'aurais jamais eu le temps de participer!*», relate-t-elle, encore surprise d'avoir été sélectionnée sur la soixantaine d'aspirants au titre.

Même si ses parents le lisaient fidèlement, c'est pendant ses années de cégep que Marie-Christine découvre véritablement *Le Devoir*.

Abonnée depuis, sa motivation à se plonger dans un corpus de texte imposant, «*ce n'est pas l'argent, c'est sûr! C'est la découverte*», confie-t-elle. Avec 10 000 \$ au maximum à gagner, *Tous pour un* attire les passionnés là où d'autres questionnaires offrent une cagnotte plus substantielle. La redécouverte du passé du Québec, entre autres. «*J'ai l'impression d'avoir enfin approfondi mes connaissances de l'histoire du Québec et surtout, du mouvement nationaliste*», raconte-t-elle au bout du fil. Les plumes d'André Laurendeau et de Lise Bissonnette ont illuminé ses soirées d'étude, et spécialement, «*la période de Duplessis était fascinante à travers les éditoriaux!*», s'enthousiasme-t-elle.

Il faut dire qu'avec un mémoire de maîtrise dressant un diaporama de la culture au Québec dans les années 1940, la jeune femme pénétrait sur un terrain pas totalement étranger en explorant les archives du *Devoir*, dont une sélection à étudier lui a

été fournie par l'équipe de *Tous pour un*.

L'historien Jacques Lacoursière sera pendu à ses lèvres, dimanche. «*J'ai hâte de voir comment elle va répondre!*», avoue celui qui agira à titre de juge officiel. Il se veut rassurant: toutes les questions demanderont une réponse très précise, «*il n'y a pas deux réponses différentes possibles*».

Entre 1910 et aujourd'hui, «*Le Devoir, ça reste un journal engagé en comparaison des autres*, se réjouit la participante. *L'indépendance se sent. Le Devoir peut encore être un journal de combat. Par exemple, j'ai vraiment apprécié dernièrement la couverture de la conférence de Copenhague.*»

Dimanche soir, elle pourrait avoir besoin des lecteurs du *Devoir* pour répondre à la dernière et ultime question. Et s'il y avait un appel à tous?

Le Devoir

## HIDJAB

Il n'est plus question pour les élèves d'exprimer leur individualité en portant le hidjab de leur choix, comme par le passé

SUITE DE LA PAGE 1

«*Au contraire*, poursuit Gaétan Cousineau, *une pareille situation, en particulier dans un contexte où le hidjab porte l'effigie [sic] de l'école, pourrait porter atteinte au principe de neutralité religieuse de l'État.*»

Par contre, l'école pourrait demander que le hidjab porté par l'élève soit «*d'une couleur particulière ou d'un tissu particulier afin d'éviter que le signe religieux ne devienne une occasion pour des élèves de se distinguer des autres qui doivent porter un uniforme particulier par exemple*», écrit Gaétan Cousineau.

Située dans l'est de Montréal, l'école Marguerite-De Lajemmerais est fréquentée par de nombreuses élèves musulmanes. Cette école publique est réservée aux filles, ce que les parents musulmans apprécient. Cette année, le conseil d'établissement de l'école a décrété que les élèves qui avaient l'habitude de porter le hidjab de leur choix devaient se coiffer plutôt d'un voile qui fait partie de l'uniforme. Ce hidjab, arborant l'écusson de l'école, doit provenir d'un fournisseur autorisé.

«*Le fait de rendre disponible un signe religieux ostentatoire, portant l'effigie [sic] de l'école et constituant une pièce de l'uniforme scolaire, pourrait être interprété comme favorisant l'exercice d'une religion en particulier, dans ce cas, la religion musulmane*», estime Gaétan Cousineau dans sa lettre datée du 13 novembre dernier.

C'est donc la présence de l'écusson de l'école qui semble indisposer le plus la Commission. Le hidjab pourrait apparaître comme faisant partie intégrante de l'uniforme, étant d'une couleur et d'un tissu semblables à celui-ci, mais, en l'absence de l'écusson, il n'en ferait plus officiellement partie. La Commission a refusé d'expliquer cette singulière position au *Devoir*.

### Le droit de porter le hidjab

Dans son avis de 1995 sur le pluralisme religieux, la CDPDJ statuait qu'une école ne pouvait exclure une élève du fait qu'elle choisit librement de porter le hidjab en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne.

En 1997, le CSF prenait la même position, tout en précisant qu'il ne fallait «*pas fermer les yeux sur les pressions qui pourraient s'exercer dans le milieu scolaire pour obliger certaines jeunes filles à le porter*», rappelle Christiane Pelchat dans sa lettre au président de la CDPDJ.

Dans le cas de l'école Marguerite-De Lajemmerais, il semble que les jeunes filles musulmanes peuvent certainement subir de telles pressions pour qu'elles portent le hidjab de l'école, juge Christiane Pelchat. «*Le hidjab vient faire partie de la normalité et nous pouvons conclure dans la création d'une norme sociale musulmane.*» Or, souligne la présidente du CSF, «*l'accommodement est une mesure exceptionnelle et individualisée à chaque personne qui revendique le respect d'un droit protégé par nos chartes.*»

Le fait que le hidjab fasse partie intégrante de l'uniforme de l'école avait suscité un «*malaise*» à la direction de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), comme le rapportait *Le Devoir* à la mi-novembre. La présidente de la CSDM, Diane De Courcy, avait indiqué qu'il était hors de question que pour 2010-11 des signes religieux distinctifs, comme le hidjab, portent l'écusson d'une école et fassent partie de l'uniforme scolaire.

Or l'uniforme relève de la prérogative du conseil d'établissement de l'école, avait signalé au *Devoir* la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne.

Vérification faite auprès de la CSDM, le conseil d'établissement de l'école Marguerite-De Lajemmerais, lors d'une réunion en décembre, a accepté de revoir sa politique concernant le hidjab. L'écusson disparaîtra du voile, mais les élèves devront toujours choisir entre un voile blanc ou noir, assorti à l'uniforme. De plus, elles devront se procurer leur hidjab conforme auprès du fournisseur autorisé par l'école. Il n'est plus question pour les élèves d'exprimer leur individualité en portant le hidjab de leur choix, comme par le passé.

«*C'est paradoxal*, constate Christiane Pelchat. *On vient uniformiser une pratique individuelle. Une élève qui arrive avec un voile bleu, va-t-elle se faire exclure alors que c'est son droit en tant qu'individu?»* Selon la présidente du CSF, tant que l'État n'aura pas défini des paramètres précis en matière de laïcité, «*il y aura du mou, il y aura du flou.*»

En prévision de la prochaine rentrée scolaire, la CSDM doit émettre une directive visant le port de signes religieux dans ses écoles, y compris l'exigence de porter un voile d'une couleur précise, a mentionné son porte-parole Alain Perron.

Le Devoir



Philippe Séguin

AGENCE FRANCE-PRESSE

## SÉGUIN

SUITE DE LA PAGE 1

des comptes, l'équivalent français du vérificateur général. Libre-penseur dans la plus pure tradition gaulliste, Philippe Séguin n'avait pas craint d'écorcher à plusieurs reprises le gouvernement de Nicolas Sarkozy par des rapports dévastateurs sur l'état des finances publiques.

Qualifié par l'ancien ambassadeur du Canada à Paris, Benoît Bouchard, de «*loose cannon*» (électron libre) à cause de son appui aux souverainistes québécois, Philippe Séguin a eu un parcours politique atypique. Il avait choisi le parti de De Gaulle plus que celui de la droite et ne craignait pas de se réclamer aussi du socialiste Pierre Mendès France. Personnalité en vue du parti de Jacques Chirac (RPR), en 1981 il ose soutenir le président socialiste François Mitterrand lorsqu'il propose l'abolition de la peine de mort. Au moment du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992, il rue dans les brancards, défend la souveraineté de la France et prend la direction du camp du «non» avec Charles Pasqua. Même devenu brièvement chef du RPR, il se tient loin de la langue de bois, ce qui ne manquera pas de lui créer de nombreux ennemis dans son propre camp. Candidat à la mairie de Paris en 2001, il a été battu par le socialiste Bertrand Delanoë. Plusieurs personnalités influentes du gouvernement actuel ont été ses proches: du premier ministre François Fillon au conseiller présidentiel Henri Guaino.

### Le «grand jeu»

À l'aube du référendum de 1995, il fut la cheville ouvrière du «grand jeu» de Jacques Parizeau visant la reconnaissance du Québec en cas de victoire du «oui». Après son élection, c'est Séguin qui présenta Parizeau au candidat Jacques Chirac. Le futur président avait alors affirmé que, si le «oui» l'emportait, la France serait «*au premier rang de ceux qui diraient au Québec que nous marchons avec lui*». Le premier ministre Jean Chrétien avait réagi en ironisant que le «oui» avait autant de chance de gagner que Jacques Chirac d'être président. Quelques semaines plus tard, Chirac était élu. L'année suivante, Séguin réserva au premier ministre Lucien Bouchard un accueil à l'Assemblée nationale digne d'un chef d'État.

Séguin était l'un de ces rares Français qui avaient conscience de l'importance stratégique, non seulement pour le Québec, mais aussi pour la France de son alliance avec le Québec. «*L'alliance de la France et du Québec est aujourd'hui une nécessité absolue pour assurer dans le monde tel qu'il se construit la pérennité de leur langue et de leurs valeurs partagées*», écrivait-il dans un livre consacré à ce sujet (*Plus Français que moi, tu meurs!* — VLB).

L'homme parlait avec bonhomie de l'année qu'il

avait passée à enseigner à Montréal, en 1999. Les étudiants le voyaient parfois à la cafétéria de l'UQAM. Passionné de football, il assistait volontiers aux matchs du Canadien de Montréal. Bob Gainey avait d'ailleurs dirigé l'équipe de hockey d'Épinal, la petite ville de Lorraine dont Philippe Séguin fut le maire pendant 14 ans. À Québec, en 2002, il avait même prononcé une conférence sur Montcalm, dont il fit un petit livre.

### Des successeurs?

«*Aujourd'hui, la France perd un de ses grands serviteurs, et le Québec, un ami des plus fidèles*, a déclaré le premier ministre Jean Charest par voie de communiqué. *Non seulement il connaissait et comprenait le Québec, mais surtout, il l'aimait profondément.*»

«*Philippe Séguin était non seulement un ami du Québec, mais un ami personnel*», dit Bernard Landry, de passage à Paris cette semaine. L'ancien premier ministre avait reçu Philippe Séguin à plusieurs reprises dans sa maison de Verchère. Il avait dîné avec lui au Club Saint-Denis de Montréal il y a six mois à peine. «*Philippe Séguin avait une grande admiration pour les institutions démocratiques du Québec*, dit-il. *Il admirait particulièrement l'institution du vérificateur général et notre niveau d'éthique — même si les choses se sont un peu gâtées depuis.*» Concernant la souveraineté, il était «*devenu un peu plus sceptique après la défaite de 1995*, dit Landry. *Mais comment le lui reprocher.*»

L'ancienne ministre Louise Beaudoin représentera le Parti québécois aux funérailles nationales qui auront lieu aux Invalides lundi en présence de Nicolas Sarkozy. Elle avait rencontré Philippe Séguin à Paris il y a trois semaines, et dit l'avoir trouvé en forme. «*Philippe Séguin se demandait bien sûr si l'indépendance du Québec se ferait, mais sur le fond, ses convictions souverainistes n'avaient pas varié d'un iota*», dit-elle. Elle demeure convaincue qu'*«il aura des successeurs»*.

Diplômé en histoire et auteur d'une biographie de Napoléon III, Philippe Séguin avait une culture encyclopédique. Il a écrit plusieurs livres qui ne sont pas que des recueils de discours. Dans l'un des derniers (*Itinéraire dans la France d'en bas, d'en haut et d'ailleurs* — Seuil), il reconnaissait qu'au fond, il n'était «*pas de droite*». Déplorant «*le marais*» qu'était devenu son parti, il concluait: «*Je sais que le reniement des principes auxquels on croit est le meilleur raccourci vers les victoires électorales. Je n'y consentirai jamais.*» Malgré ses défaites successives contre le traité de Maastricht, au RPR et à la mairie de Paris, il disait s'inspirer de Charles de Gaulle qui disait que «*c'était de sa faiblesse qu'il tirerait sa force*».

Une devise qu'il n'aurait probablement pas hésité à appliquer au Québec.

Correspondant du Devoir à Paris

## RADIO-CANADA

SUITE DE LA PAGE 1

cette technologie utilise la puissance de la radio FM pour régler à distance un thermostat ou encore pour activer une sècheuse, un lave-linge ou lave-vaisselle en dehors des heures de pointe, histoire d'enlever de la pression sur les réseaux d'approvisionnement électriques.

De plus, ce type de réseau offre également aux compagnies d'électricité une source d'économie. Comment? En permettant la lecture des compteurs de leurs clients à distance en passant par les ondes radio, par l'entremise d'un simple camion qui circule dans une rue résidentielle. Par exemple.

«*Les consommateurs sont constamment à la recherche de nouvelles façons de mieux gérer leur consommation d'énergie pour réduire leur facture d'électricité et leur empreinte de carbone*, peut-on lire dans le document produit par la société d'État. *La mise en place de réseaux de distribution d'électricité intelligents qui s'appuient sur des compteurs intelligents installés dans les maisons privées par les entreprises de services publics partout en Amérique du Nord accélère cette tendance.*»

CBC/Radio-Canada prévoit d'ailleurs faire la démonstration de cette technologie à Toronto dans les prochains jours. Le projet? Activer à distance un appareil électrique en passant par la fréquence de CBC Radio 2 dans la Ville reine, le 94,1 FM. La société estime que «*sa capacité de couverture étendue, stable et rentable*» va du coup permettre à chaque ménage canadien, d'un océan à l'autre, par l'entremise de son vaste réseau FM, de profiter de cette nouvelle technologie.

Les premiers pas du réseau intelligent envisagés par la société d'État avec e-Radio et Direct Energy doivent tout d'abord se faire en Ontario, avant de s'étendre par la suite au reste du pays.

Tout en avançant ne pas être au courant des ambitions électriques de CBC/Radio-Canada, Hydro-Québec a indiqué hier au *Devoir* qu'elle allait «*suivre avec intérêt*» la mise en place d'une telle structure de contrôle à distance d'équipements énergivores, a dit Louis-Olivier Batty, porte-parole de l'entreprise. «*Nous avons un plan d'efficacité énergétique et forcément, toutes les initiatives permettant d'économiser de l'énergie nous intéressent.*»

Notons que selon ce plan, Hydro-Québec s'est engagée à réduire la consommation d'électricité de 11 térawattheures par an d'ici 2015. C'est l'équivalent de deux fois la consommation en énergie d'une ville comme Laval.

Sous la pression environnementale, les réseaux de distribution électriques dits intelligents, alimentés autant par la bande FM que par la fibre optique, selon le cas, commencent à se développer un peu partout en Amérique du Nord. Pour le moment, la ville de Boulder au Colorado s'impose dans le domaine, avec un peu plus de 10 000 résidences équipées de modules permettant le contrôle à distance d'équipements électriques. La métropole a d'ailleurs reçu le surnom de «Smartgrid City», un titre que des villes canadiennes vont certainement chercher à lui voler dans les prochaines années, en s'emparant, à des fins économiques et écologiques, des ondes radio de CBC/Radio-Canada.

Le Devoir

## Un logiciel éviterait aux passagers qu'on les voie nus

Une entreprise québécoise est sur le point de commercialiser un logiciel permettant de contrôler au scanner corporel les passagers des lignes aériennes sans qu'ils soient nus sur un agent de sécurité, a déclaré hier à l'AFP un responsable de cette PME, Eric Bergeron. Le processus de contrôle mis au point par la société Optosecurity sera complètement automatisé, a-t-il précisé.

Les scanners corporels permettent de voir les passagers nus à travers leurs vêtements et, même si l'agent de sécurité chargé de ce contrôle doit se trouver dans une pièce à part, sans contact avec eux, certains risquent de se sentir gênés.

La société Optosecurity, créée en 2003 et basée à Québec, a élaboré un logiciel permettant d'automatiser complètement le contrôle des bagages aux rayons X. Son appareil, Optoscreener, identifie les armes et leurs pièces détachées, ainsi que les gels et liquides pouvant être dangereux.

Ce procédé, qu'Optosecurity qualifie de «révolutionnaire», est à l'essai dans plusieurs aéroports à Londres, Amsterdam et Milan, et il est utilisé par l'ambassade américaine à Kaboul.

Agence France-Presse